

REVOLUTION INTERNATIONALE



ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

le capitalisme est dans l'impasse

L'AVENIR APPARTIENT AU PROLETARIAT

■ Le capitalisme ne connaît pas d'issue à sa crise sinon toujours plus de misère et de barbarie guerrière. Cette réalité les violentes secousses boursières et monétaires, qui agitent le monde depuis deux mois, sont venues la dévoiler au grand jour en annonçant la perspective d'une récession mondiale sans précédent depuis les années 30.

Rappelons-nous, aujourd'hui que ce système décadent fait un tel aveu de faillite, tous les discours que nous a tenus la bourgeoisie, tout ce qu'elle nous a fait avaler, tous les "sacrifices" qu'elle nous a imposés, au nom de "ça ira mieux demain". Dans les années 70, quand l'inflation galopante dévorait le pouvoir d'achat des salaires ouvriers et que le chômage ne faisait que commencer sa montée en flèche, on nous a dit "ce n'est rien, juste un petit choc pétrolier, ça va passer". Ensuite, quand les licenciements sont tombés par centaines de milliers dans tous les pays, on nous a dit que c'était le prix passager de la "révolution technologique" à venir. Et les licenciements ont continué à tomber. On a eu alors l'heure de gloire des "reaganomics", avec ses campagnes sur la "révolution libérale" menées en parallèle avec la mini-reprise économique de Reagan de 83-84. Quand après

deux ans à peine cette "reprise" a commencé à s'esouffler, laissant la place à un gonflement complètement artificiel des bourses du monde entier, on nous a encore fait passer cela pour des signes de la victoire de cette nouvelle sauce libérale et de la bonne santé du capitalisme.

C'est cette dernière baudruche qui vient d'éclater à grand bruit, et avec elle ce n'est pas seulement tout ce vernis "néo-libéral" qui fait lamentablement banqueroute, ce sont surtout tous les discours tenus à la classe ouvrière sur le thème "il faut travailler plus et ça ira mieux", "ceux qui accepteront de remonter leurs manches et de se serrer un peu la ceinture s'en sortiront" qui révèlent toute leur inanité. On a imposé aux ouvriers les pires sacrifices, on les a obligé à travailler plus et à gagner moins, et la crise n'a fait qu'empirer toujours plus jusqu'à ce que la bourgeoisie elle-même avoue que le pire est devant nous.

Car l'impasse à laquelle est acculé le capitalisme va impliquer à court terme et dans tous les pays du monde un nouveau bond gigantesque du chômage en même temps qu'une dégradation accélérée du pouvoir d'achat de tous les ouvriers.

Dans le Tiers-Monde où règne une misère déjà atroce, où ce que subissent déjà les ouvriers ce sont des hausses incessantes des prix des produits de première nécessité, des plans d'austérité draconiens, l'impossibilité croissante de se nourrir eux et leurs familles, la plongée dans la récession mondiale va imposer une barbarie encore plus effroyable aux exploités.

Dans les pays de l'Est où déjà c'est en imposant à la classe ouvrière des conditions d'existence de plus en plus insupportables que la bourgeoisie "socialiste" défend ses intérêts capitalistes sur le marché mondial, la récession qui s'annonce va avoir des conséquences plus effroyables encore.

Mais c'est dans les pays les plus développés de la planète que la chute et ses implications pour le prolétariat seront les plus brutales. L'engagement du pays le plus puissant du monde, les USA, dans une politique directe de récession ne signifie pas seulement austérité, fermetures d'usines et licenciements massifs dans ce pays mais aura des conséquences encore plus énormes pour tous ses partenaires en particulier ceux d'Europe occidentale.

L'intensification de la guerre commerciale va exiger l'élimination totale et sans rémission de pans industriels entiers reconnus déjà depuis longtemps comme non rentables. Pour ceux qui subsisteront, la récession va signifier révision en baisse du volume de production et mise en place de mesures de restructurations draconiennes. Ainsi avant le krach la bourgeoisie européenne prévoyait la disparition de 80 000 emplois dans la sidérurgie en Europe d'ici 1990. Il est désormais clair que ce sera beaucoup plus et plus vite. Un pays "phare" comme l'Allemagne, soit-disant le "mieux loti" d'Europe nous en donne dès aujourd'hui la preuve en annonçant la suppression de 35 000 emplois dans la sidérurgie et autant dans les mines. Le chômage en Europe, en hausse constante depuis 20 ans, va faire un bond gigantesque en avant.

(SUITE P.4)

Mobilisation ouvrière massive en R.F.A.

→ page 5

se ouvrière lui laissait les mains libres, une nouvelle guerre mondiale signifiant la destruction de l'humanité.

UNE REDUCTION DES ARMEMENTS QUI NE CHANGE RIEN AUX MENACES GUERRIERES

L'insignifiance de la portée réelle de l'accord de Washington apparaît clairement dès que l'on compare le nombre des missiles et des têtes nucléaires qui sont appelés (si l'accord est réellement appliqué) à être retirés de la circulation (429 missiles et autant de têtes du côté US, respectivement 857 et 1667 du côté russe) aux arsenaux atomiques qui restent en place. Malgré l'incroyable potentiel de destruction

(SUITE P.6)

Reagan - Gorbatchev le "désarmement" pour mieux préparer la guerre

■ Le 8 décembre a été signé à Washington entre les deux principaux dirigeants politiques du monde un accord, qualifié d'"historique" par les médias, portant sur l'élimination en Europe et en Asie des missiles nucléaires de portée intermédiaire (entre 500 et 5500 kms). Cette cérémonie et les 3 jours d'entretien entre Reagan et Gorbatchev ont été en particulier l'occasion pour la presse et la télévision des USA (relayées massivement par celles de tous les pays) de se pâmer devant les "qualités" de "Gorby" pour qui un crétin de journaliste a même déclaré qu'il aimerait voter pour lui s'il était russe. Nous sommes loin des croisades reaganiennes et médiatiques du début des années 80 contre "l'empire du mal" notamment développées à l'appui d'une augmentation sans précédent du budget militaire des USA et de leurs alliés, et de

l'installation des "euromissiles" américains en Europe occidentale. Si on en croit beaucoup de commentateurs, depuis ceux de Thatcher qui se dit "électrisée par un traité qui est un symbole d'espoir pour l'avenir" jusqu'à ceux du PCF qui a diffusé à 3 millions d'exemplaires un tract saluant l'accord de Washington celui-ci ouvrirait la perspective d'un "monde de paix". Les ouvriers ne doivent pas être dupes : comme le démontrent encore jour après jour les affrontements dans le Golfe persique et le maintien de la formidable armada occidentale dans cette région, le capitalisme ne peut pas apporter la paix au monde. Au contraire, à mesure que ce système s'enfonce dans une crise économique insurmontable, la seule réponse qu'il puisse lui apporter c'est une aggravation des tensions militaires et, en fin de compte, si la clas-

SOMMAIRE

FRANCE :	
Le capital français à bout de souffle.....	p.2
"Désyndicalisation", un problème pour la bourgeoisie.....	p.2
Expulsions d'Iraniens : le vrai visage de l'Etat.....	p.2
Un an après la SNCF.....	p.3
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :	
Mobilisation massive en Allemagne.....	p.5
Italie.....	p.5
Réunion publique de la FECCI.....	p.7

Le capital français à bout de souffle

LA BOURGEOISIE VA FRAPPER ENCORE PLUS FORT

■ A entendre la plupart de nos gouvernants d'aujourd'hui, la situation économique de la France serait presque des plus saines, sur la bonne voie, avec un chômage stabilisé sinon en régression, une compétitivité accrue sur le marché international, une gestion serrée, une hausse des prix jugulée, etc... A les entendre, la crise, c'est les "autres", surtout les USA par qui tous les maux arrivent. Pour la France, le krach boursier ne serait qu'un éclair dans un ciel d'azur. En bref, il faudrait croire au père Noël. Mais lui aussi se décrédibilise!

Si la lanque de bois a toujours été l'apanage de nos bourgeois se succédant à la tête de l'Etat, il y a une limite à tout. Nous faire prendre des vessies pour des lanternes ne peut réussir à tous les coups.

Malgré tous les discours, toutes les déclarations, les faits sont têtus; plus que têtus, ils sont depuis longtemps criants de vérité sur une crise sans précédent. La réalité des 3 millions de chômeurs officiels l'attaque sur les salaires, sur la Sécurité Sociale et la perspective de milliers de licenciements déjà annoncés apparaissent comme autant de démentis cinglants à toutes les sirènes de la bourgeoisie en France.

Et quand le krach boursier d'octobre vient donner une vision encore plus claire de la crise généralisée de sa mondialisation, de la perspective de récession et d'inflation, c'est la faute à quelques spéculateurs aux Etats-Unis et ailleurs, ou pour certains c'est la "fatalité". Mais en tout état de cause, pour l'essentiel, la France serait épargnée. Mensonges!

LES FAITS SONT TETUS

Sans attendre le krach boursier, l'économie française a accumulé les dégâts ces dernières années et l'enfoncement dans le marasme a été fort pendant l'année 86 et 87. Qu'on en juge :

-malgré les déclarations du ministre Noir qui estimait que le déficit du commerce extérieur se rapprocherait de zéro, c'est à plus de 32 milliards de francs de déficit qu'il faut s'attendre : celui qui se rapproche le plus de zéro n'est pas celui que l'on croit!

C'est en fait un effondrement magistral du solde industriel de la production française que nous avons vu pendant l'année 86 et qui s'est poursuivi pendant l'année 87 : dans tous les secteurs industriels, les indicateurs sont en zone rouge, déficitaires : dans

les secteurs des matières premières, dans les métaux, les produits chimiques, les biens de consommation, le textile, le bois, les transports, les biens d'équipement, les machines, l'électronique, etc... c'est la chute libre des ventes sur le marché international. Même le secteur automobile qui se maintenait plus ou moins à flots au prix de milliers de licenciements déjà effectués, a des jours sombres devant lui et les prochains licenciements prévus à Renault, la fermeture de l'usine Billancourt par exemple, sont là pour prouver que l'attaque de la classe ouvrière ne connaîtra aucun répit, que les licenciements seront au rendez-vous.

Même l'investissement, oxygène de l'économie capitaliste, est sur une pente descendante en France : d'ailleurs, l'"épanouissement" ces dernières années de la Bourse en France, à l'égal des autres bourses mondiales n'était que la conséquence d'une spéculation effrénée de nombre d'entreprises, des Etats eux-mêmes quand les capitaux ne sont pas assez rentables dans le système productif lui-même. Là aussi, la réalité de la crise a remis les pendules à l'heure avec le krach boursier, sans pour autant régler les problèmes.

Autre aspect de ce paysage économique en décrépitude : le commerce de la France s'est effondré avec tous ses partenaires industrialisés, et plus généralement avec tous les fameux marchés "miracles" comme le Tiers-Monde, la Chine, l'Asie, etc...

Voilà le véritable constat d'une situation catastrophique pour le capital français avant même le krach boursier d'octobre. Cela n'est plus un mystère pour l'ensemble de la classe ouvrière qui en paie en permanence le tribut avec sa sueur et dans sa chair, pour des millions d'entre nous qui ont été et sont de jour en jour plus exclus de la production, licenciés avec des indemnités dérisoires quand bien même elles existent. Toute l'attaque déjà engagée sur la Sécurité Sociale, sur les chômeurs au nom des "réformes nécessaires", de la "solidarité" (cf RI n°163) sont une autre traduction des fameux "lendemain qui chantent".

Et pour agrémente le tout, la bourgeoisie veut nous faire payer tout l'effort de la guerre qu'elle concrétise aujourd'hui même dans le Golfe ou au Tchad. Pas de beurre mais des canons : voilà l'équation de la crise que nous devons payer. Se serrer la ceinture pour une dépense guerrière toujours en augmentation et à terme servir de chair à canon.

EN PERSPECTIVE : LA FAILLITE...

Il doit être clair aujourd'hui que cette perspective ne peut que s'approfondir après le krach boursier car la perspective de récession américaine va venir frapper de plein fouet l'Europe et la France et cela n'attendra pas trois ans comme après le krach de 1929 pour voir les effets pervers d'une telle situation.

C'est en termes de mois que la France va voir l'inflation rejaillir sur toutes les étiquettes car tout l'argent frais injecté dans le circuit pour tenter de renflouer tout le marché financier qui a vu s'envoler en fumée quelques centaines de milliards de francs, ne peut que faire ressurgir le spectre inflationniste.

C'est en termes de mois que la France va voir s'écrouler nombre de marchés :

-ceux du Tiers-Monde faute pour ces pays de pouvoir acheter;

-ceux des pays industrialisés aussi de par la perspective rapprochée de la récession généralisée, du protectionnisme accentué des pays les plus forts;

-même le marché intérieur va se réduire comme peau de chagrin : le chômage de plus en plus massif, l'appauvrissement généralisé de l'ensemble de la population et particulièrement de la classe ouvrière, la reprise de l'inflation, réduiront d'autant ce marché.

La crise boursière en elle-même va diminuer les capacités économiques de tous les secteurs, de l'Etat lui-même, en ne permettant plus autant les emprunts et donc en diminuant d'autant les capacités d'investissement déjà bien faibles. Le taux de croissance envisagé pour l'année à venir (2,2) est déjà revu à la baisse de presque un point correspondant d'ailleurs à 400 000 chômeurs de plus.

Après les illusions sur le "bout du tunnel", l'"état de grâce" proposé par la gauche au pouvoir, la "solution miracle" des nationalisations, c'est aujourd'hui le mythe d'un capitalisme libéral, capitalisme populaire qui s'écroule. Hormis la claque magistrale qui vient d'être donnée à ce bluff idéologique, la dure réalité des faits est venue mettre un coup d'arrêt à ces privatisations dont les bénéfices sont largement revus à la baisse : ces bénéfices devaient pour un tiers servir à désendetter certaines entreprises tant du secteur public que du secteur privé et pas des moindres : Renault, SNCF, CDF Chimie, Charbonnages, sidérurgie.

(SUITE P. 4)

LA DESYNDICALISATION : Un problème pour la bourgeoisie pas pour la classe ouvrière

■ Les élections prud'homales n'ont pas fait recette. Les médias elles-mêmes doivent bien le concéder, aujourd'hui, "la plus puissante confédération c'est celle des abstentionnistes". Plus de 56% des ouvriers et employés sont restés indifférents à une élection pourtant censée les concerner au plus haut point. Voilà qui préoccupe particulièrement la bourgeoisie. Jusqu'à Séguin qui, au soir des prud'homales, sur Antenne 2, exprimait sa crainte face aux difficultés rencontrées par les syndicats dans leur fonction d'encadrement des ouvriers :

"Il n'y a pas lieu de se réjouir de la perte d'influence des syndicats, car pour mener le dialogue social, nous avons besoin de syndicats forts et représentatifs". Les voilà tempêtant contre la "perte de civisme" qui s'est manifestée lors de ces élections" (Antenne 2 le 10 décembre). Quel fléau, en effet, quand les ouvriers osent ne plus respecter les sacrosaintes règles de la démocratie.

Et l'inquiétude de la bourgeoisie est d'autant plus forte que cette "désaffection" ne se limite pas à une simple consultation électorale : à côté de cela, la désyndicalisation ne cesse de prendre de l'ampleur : 15% seulement des ouvriers sont aujourd'hui syndiqués. Voilà qui est en effet significatif non seulement de l'indifférence, mais de toute la méfiance accumulée, du dégoût, de l'écœurement des ouvriers à l'égard des appareils syndicaux. Quand de plus cette hostilité tend à s'exprimer ouvertement dans les luttes qui, comme à la SNCF l'an dernier, se déclenchent en dehors de toute consigne syndicale, l'avertissement est sérieux : "Le gouvernement et le patronat ont aujourd'hui tout intérêt à aider les syndicats à avoir une audience supérieure à leur représentativité réelle, pour ne pas manquer d'interlocuteurs en cas d'épreuve" ("Le Monde" du 13 janvier 87).

La bourgeoisie est prête à fournir les pires explications à ce qui constitue pour elle un véritable problème. A l'occasion des prud'homales, on publie reportages et interviews dans le but "d'informer" sur les véritables racines de ce mal : "les ouvriers ne veulent plus lutter, ils ne veulent plus militer. Ils vont à la pêche. Ils ont leurs mômes..." (interview d'un militant CGT-Thomson dans "Le Monde" du 19-11). Ainsi donc, si les syndicats ne font plus recette, c'est parce que les ouvriers refusent de lutter, parce qu'ils sont démobilisés. On se souvient encore avec quelle crapulerie la CGT menait campagne sur ce thème juste avant le conflit à la SNCF en décembre 86. Mais on se souvient aussi de quelle manière les cheminots ont démontré tout le contraire en engageant le combat malgré tous les appels au calme de cette même CGT qui, elle, concarnait aussitôt le mouvement, allant même jusqu'à dénoncer les AG et coordinations mises en place dès le départ par les ou-

vriers.

Dans la réalité, les ouvriers n'ont pas renoncé à lutter, ils ne sont pas prêts à se soumettre aux pires conditions de vie et de travail, aux attaques redoublées qu'on veut leur asséner. Bien au contraire : pour qui salarié ou chômeur, pour qui doit faire face quotidiennement à l'augmentation des cadences de travail, à la misère des conditions de vie toujours plus insupportables, lutter n'est pas un choix, c'est une contrainte de plus en plus vitale.

Contrairement à ces campagnes mensongères répandues par la bourgeoisie, ses médias et ses syndicats, ce que les ouvriers refusent, ce n'est pas de lutter, mais bien plutôt d'engager le combat sous la tutelle des syndicats.

Depuis des années, ils ont accumulé expériences sur expériences de manoeuvres de sabotage, d'isolement des conflits de la part des syndicats. Dernier en date : le conflit à la Banque de France où ces appareils de la bourgeoisie se sont mis en branle pour remplir leur sale fonction de canaliser, de détourner la combativité et la volonté de lutte des ouvriers : alors que les ouvriers et employés de la Banque de France à Paris manifestaient leur aspiration à s'associer par la grève à ceux de Chamalières venus demander leur solidarité, les syndicats ont fait le forcing pour limiter la solidarité à... une heure de débrayage puis sous la pression de l'AG qu'ils avaient du mal à contrôler à une demi-journée de grève pour finir par se plier, bien à contre-cœur à une grève illimitée. Ensuite, pour empêcher que les revendications réelles ne prennent forme, ils fixaient comme objectif à la lutte l'ouverture des négociations.

De tels exemples, vécus quotidiennement par les travailleurs, loin d'éteindre leur combativité ont provoqué la rage et l'écœurement vis-à-vis de ces appendices de l'Etat.

Mais, dans cette même campagne, on veut nous faire croire que, loin de rejeter les syndicats, les ouvriers aspirent à de nouveaux syndicats, plus près de leurs préoccupations, plus combatifs. Tous, CGT, CFDT partent en campagne : "Sans un syndicat fort, il n'y a pas de lutte possible et victorieuse". Les ouvriers seraient à la recherche d'un "syndicat idéal" peut-on lire dans "Le Monde", et d'expliquer "le syndicat idéal serait celui qui s'occuperait de l'ouvrier sans s'opposer à la bonne marche de l'entreprise". Bref, un syndicat qui s'attache à concilier l'inconciliable : les intérêts des travailleurs et ceux de l'économie moribonde. C'est tous les jours que les ouvriers voient la CGT aux premières lignes de cette entreprise : contre les ouvriers. Ce sont eux qui dans chaque conflit mettent en avant la "défense de l'entreprise", la "défense de l'économie nationale", eux qui prônent la "lutte contre la casse",

comme ils le font depuis des années à Renault et ailleurs. Voilà bien le syndicat "idéal" et "combatif" que la bourgeoisie cherche à valoriser aux yeux des ouvriers. Mais c'est cela même que les ouvriers, à juste titre, refusent. Et c'est là une de leurs forces essentielles que la bourgeoisie tente de dénaturer.

Ce phénomène n'échappe pas à la bourgeoisie. Ainsi, dans un autre registre, on a pu voir, au lendemain des prud'homales, monter cet écho : "on a à faire à une poussée d'individualisme"(propos entendus sur A2 le 10 décembre). Pour preuve, les ouvriers refusent d'aller choisir "leur" syndicat, celui qui le plus fort défendra l'unité, le rassemblement auxquels ils aspirent. C'est tout le contraire. Ce que révèle la forte proportion d'abstentionnistes c'est que les ouvriers ne s'illusionnent plus sur la possibilité de se défendre individuellement grâce aux urnes de la bourgeoisie. Les attaques auxquelles ils doivent faire face ne les concernent pas seulement "individuellement" : elles les concernent tous et frappent de plus en plus durement et massivement l'ensemble des travailleurs. Le seul moyen pour se défendre est de forger un front commun et massif. Et c'est une fois de plus ce à quoi s'opposent quotidiennement les appareils syndicaux malgré leur verbiage "unitaire", en multipliant les barrières entre catégories, usines, ouvriers...Voilà pourquoi les ouvriers rejettent ces artisans de la division.

Où, la désyndicalisation, la perte d'influence des syndicats sur les travailleurs est un problème, mais c'en est un uniquement pour la bourgeoisie et ses appareils d'encadrement. Contrairement à toutes les campagnes d'obstruction menées par la bourgeoisie et ne visant qu'à embrumer la compréhension des ouvriers, le phénomène de la désyndicalisation est un signe de la force des travailleurs. D'une part elle montre une capacité et une volonté croissantes de se dégager des tentatives de main-mise des syndicats sur leurs luttes, tirant ainsi les leçons des expériences passées. D'autre part, elle est le signe manifeste de leur détermination à se battre résolument sur leur propre terrain en tant que classe unie, par delà toutes les divisions et tous les obstacles qu'on tente de mettre sur leur chemin.

M.O., le 20-12-87

LISEZ NOTRE BROCHURE :

**LES SYNDICATS CONTRE
LA CLASSE OUVRIERE**

RIPOSTONS TOUS UNIS !

N'oublions pas les leçons de la lutte à la SNCF

■ Depuis octobre, s'affirme la volonté des ouvriers de ne pas baisser les bras, de reprendre le combat avec plus de volonté et de détermination, face à l'accélération des attaques de la bourgeoisie en France : colère des sidérurgistes lorrains, lutte de mineurs du Nord comme ceux du bassin de Carmaux, grève des ouvriers affectés à la construction du tunnel sous la Manche, débrayages répétés du personnel d'Air Inter depuis les mécaniciens jusqu'aux pilotes, grogne des contrôleurs aériens, grève avec occupation des locaux depuis 3 semaines des employés de la Banque de France, arrêts de travail des ouvriers d'Alstom, de Péchiney dans le sud-ouest, grèves encore chez le personnel hospitalier, débrayages à l'EDF et dans les centres de tri PTT... Cette combativité accrue réapparaît jusque dans la SNCF alors que dans ce secteur 8400 nouvelles suppressions d'emploi sont annoncées pour 1988.

REDEVELOPPER DES AUJOURD'HUI DES LUTTES MASSIVES ET PLUS UNIES

Dans toutes les régions, dans les secteurs les plus divers, les ouvriers sont poussés à riposter en même temps aux mêmes attaques grandissantes, simultanées et tous azimuts de la bourgeoisie : licenciements et réductions d'effectifs, fermeture de sites, dégradation des conditions de travail, attaques sur les salaires, remise en cause des prestations sociales...

Alors que l'accentuation de la crise va se traduire inévitablement par des attaques d'une ampleur et d'une profondeur, à un rythme et à un degré de violence, les plus terribles depuis la fin de la seconde guerre mondiale (cf. page 2), tous ces mouvements quasiment simultanés révèlent déjà non seulement un potentiel énorme de mobilisation ouvrière face aux attaques bien pires qui se préparent mais aussi l'accélération du mûrissement des conditions d'une riposte massive et plus unie de la classe.

Les luttes actuelles comme celles que les ouvriers seront contraints d'engager demain ne peuvent, quel que soit leur nombre, leur niveau de combativité, de colère, de détermination, mener qu'à une impasse, à un pourrissement si ces luttes se maintiennent dispersées, dans l'isolement les unes par rapport aux autres, comme à la Banque de France aujourd'hui où les grévistes se laissent piéger par les manœuvres syndicales pour les enfermer sur le lieu de travail et dans la corporatisme. Face à ce danger, les ouvriers en lutte doivent se réapproprier leurs expériences passées et en tirer pleinement les leçons, notamment celles encore fraîches -il y a tout juste un an- de la lutte à la SNCF.

P.C.F. :

UN "PARTI DE COMBAT" CONTRE LES OUVRIERS

■ Dans notre dernier numéro de RI, nous saluons l'affaiblissement indiscutable et grandissant ("Vive la crise du PCF") que connaît le PCF depuis plusieurs années et surtout depuis sa participation active au gouvernement de gauche et aux attaques portées par ce gouvernement sur la classe ouvrière.

Et nous soulignons que cet affaiblissement d'une des armes principales de la bourgeoisie ne signait pas -comme la propagande bourgeoise veut nous le faire croire à toutes forces- un affaiblissement de la classe ouvrière; bien au contraire, il marque la force grandissante qui s'est forgée en son sein à travers le développement de ses combats passés et présents.

La diminution manifeste de l'influence du PCF dans les rangs ouvriers est un réel problème pour la bourgeoisie, un problème grave pour elle car le PCF arrive de plus en plus difficilement à remplir sa tâche d'encadrement de la classe, de destruction de la conscience de classe ouvrière. C'est son travail spécifique dans le partage des tâches des forces de la bourgeoisie, et s'il y échouait, il n'aurait plus de raisons d'exister.

C'est ce qui explique le nouveau langage radical, "révolutionnaire", qu'il a adopté depuis son 25ème Congrès, afin de retrouver une crédibilité aux yeux des ouvriers, de retrouver un impact qu'il a perdu depuis des années, et jouer son rôle néfaste de parti bourgeois aux couleurs ouvrières. C'est sur le terrain même de la lutte qu'il compte être présent : "des millions et des millions de gens, l'immense majorité, sont directement intéressés à ce que leur situation cesse enfin de se dégrader. Ils sont le nombre. Ils peuvent faire reculer les forces du capital et ouvrir une voie nouvelle au changement. A une condition, qu'ils se rassemblent. L'union pour se défendre, l'union pour que ça change, telle est la solution aux problèmes posés aux forces populaires, pour aujourd'hui, pour toute la période qui s'ouvre." (Allocution de clôture de Marchais au 26ème Congrès).

C'est en fonction de cette nécessité pour la bourgeoisie, pas parce qu'il se serait tout à coup retrouvé une nature ouvrière, que le PCF tente à toutes forces de redorer son blason à travers l'utilisation d'une phraséologie "révolutionnaire", et par une présence accrue dans les luttes ouvrières.

Le 25ème congrès intervenait 3 mois après le départ tonitruant du PCF du gouvernement de gauche en juillet 84, c'est-à-dire son passage dans l'opposition face au risque de développement de luttes ouvrières. On voyait un PCF tout à coup hyper radical, dans les luttes, parlant de révolution à tous crins, 10 ans après l'abandon du concept marxiste -authentique celui-là- de la dictature du prolétariat, et surtout après plus de 3 ans de gestion capitaliste ouverte où les ouvriers ont pu se rendre compte de son rôle au sein des forces de libération de l'humanité" (id.)

Aujourd'hui, cette nouvelle voie radicale est tou-

ALLER PLUS LOIN EN TIRANT LES LECONS DE LA LUTTE A LA SNCF

Voilà de quoi les ouvriers ont été capables: ils ont démontré au grand jour la capacité de la classe ouvrière de prendre massivement l'initiative et leur volonté de garder le contrôle de cette lutte et de chaque aspect de cette lutte en dehors et malgré les syndicats. Rappelons qu'en 48 heures, la totalité des agents de conduite était en grève sans qu'aucun syndicat n'ait appelé à débrayer. Ils ont exprimé ouvertement la méfiance profonde et massive existant dans toute la classe ouvrière vis-à-vis de ces organes d'encadrement bourgeois et de leur travail de sabotage. Ils ont affirmé leur capacité de mettre en place dans la grève systématiquement une pratique d'assemblée générale journalière, de permanence, de regroupement où on discutait de la conduite de la grève, où on la reconduisait, où on organisait la lutte des cheminots au niveau régional, où on décidait ensemble des actions à mener (sur le développement de la lutte, voir notamment RI n° 153 -février 87-).

Aujourd'hui se pose avec plus d'acuité encore la nécessité de repartir en lutte pour pouvoir opposer un rapport de force réel aux attaques redoublées de la bourgeoisie, le plus massivement et uni possible, il s'agit d'aller encore plus loin. C'est dès aujourd'hui, et bien plus encore dans les prochains combats que la classe ouvrière se retrouve et va se retrouver de façon de plus en plus pressante, confrontée aux mêmes problèmes, aux mêmes obstacles qu'il y a un an et il est vital pour elle de tirer dans la pratique de la lutte toutes les leçons issues de la lutte d'il y a un an et de sa défaite.

L'ENFERMEMENT CORPORATISTE NE PEUT MENER QU'A LA DEFAITE

La leçon principale de cette lutte, c'est que son isolement corporatiste a coûté très cher à tous les ouvriers, elle leur a coûté la défaite.

Toute la bourgeoisie : direction, gouvernement, syndicats, syndicalistes de base, n'a cessé d'œuvrer pour pousser les ouvriers dans l'enfermement corporatiste au moment où il était possible d'étendre le mouvement alors que des signes de colère se manifestaient dans d'autres branches du secteur public comme à l'EDF ou aux PTT, alors que les marins et les ouvriers des ports étaient en grève, alors que les conducteurs de

métro et de bus parisiens (RATP) commençaient à entrer en lutte. La bourgeoisie a pu profiter au maximum de la dispersion des ouvriers liée à la fermeture d'entreprises et aux effectifs réduits dans la période des congés d'hiver pour reprendre l'initiative. A la SNCF, la CGT cesse de s'opposer ouvertement à la grève et cherche à rattraper le mouvement en prônant l'élargissement de la lutte aux agents de conduite, aux autres catégories du personnel SNCF où elle disposait de plus d'influence. Les coordinations dominées par les gauchistes et les syndicalistes de base (LO et LCR) interdisent dès leurs premières assemblées l'accès aux ouvriers "étrangers" à la SNCF. A la RATP, syndicats et gouvernement ouvrent et concluent précipitamment des négociations et les syndicats se débrouillent pour faire cesser la grève, aggravant ainsi le ras-le-bol à leur égard mais parvenant à écoeurer les ouvriers et à susciter une forte démobilisation dans leurs rangs.

Et c'est après que toute la bourgeoisie se soit bien assurée que les ouvriers de la SNCF s'étaient bien refermés sur des "problèmes SNCF" dans leurs coordinations et que les syndicats les aient bien épuisés dans un jusqu'au-boutisme de l'isolement que la bourgeoisie a pu développer sa contre-offensive dans les autres secteurs, canalisant, déjouant ou écoeurant toute combativité ouvrière.

D'ailleurs, l'impasse du corporatisme s'est pleinement confirmée depuis à travers de nouvelles expériences qu'à pu faire la classe avec la grève des mineurs marocains cet automne (cf. RI 161) ou actuellement avec la grève à la Banque de France où les salariés, en laissant le soin aux syndicats d'organiser des journées "Banque de France morte" ou des piquets de grève derrière les grilles du siège, se condamnent à l'asphyxie de leur lutte.

L'EXTENSION DE LA LUTTE EST VITALE

Ce qui ressort fondamentalement de la défaite de l'hiver dernier, comme des impasses des luttes actuelles c'est la nécessité vitale d'étendre rapidement et massivement la lutte en appelant dès le début les autres secteurs à rejoindre le mouvement. Cela doit constituer la préoccupation centrale, constante et immédiate des ouvriers. Pour faire reculer la bourgeoisie, le seul moyen d'établir un rapport de force réel, c'est de plus en plus d'opposer le front de lutte le plus large possible à l'accentuation des attaques frontales et massives de la bourgeoisie.

(SUITE P.4)

jours nécessaire, et d'autant plus que d'une part le PCF n'a pas retrouvé son ancienne crédibilité, et que d'autre part les combats de classe qui se profilent dans l'horizon social vont rendre encore plus vitaux pour la bourgeoisie les bons offices du PCF. Celui-ci s'engage donc plus résolument à "l'avant-garde" des forces bourgeoises, à l'instar des gauchistes, de ces combats de classe.

Et là, l'ennemi va se faire plus pernicieux, car s'il cherche toujours à rabattre, mobiliser par ailleurs sur le terrain électoral ou nationaliste, sa nouvelle perspective est d'agir directement, de dévoyer sur le terrain les besoins qu'exprime et que va exprimer la classe ouvrière. Pour cela, la bourgeoisie et le PCF ont une arme, rompue à toutes les crapuleries anti-ouvrières, la CGT. Ainsi, on a pu entendre au 26ème Congrès que "les communistes dans la CGT doivent se montrer les plus résolus pour un renforcement du syndicalisme de classe et de masse. C'est une donnée essentielle du combat d'aujourd'hui" !

La radicalisation verbale -et physique contre les ouvriers combatifs et les militants révolutionnaires- de la CGT, radicalisation permise par le départ du PCF du gouvernement, va encore s'accentuer et offrir

une image toujours plus "combattante", "à la base", CGT dont les fédérations -à l'exception d'une seule- et les unions départementales sont toutes tenues par des responsables du PCF.

Sur le terrain de la propagande, la bourgeoisie dans son ensemble, et spécialement la droite, va apporter sa caution au renforcement de l'image "rouge" du PCF, comme on pouvait lire dans "Le Figaro" du 2 décembre : "Atteint dans sa substance comme tous les partis communistes d'Europe occidentale...il demeure contre vents et marées (!) un parti ouvrier (!)."

La nouvelle image du PCF n'est qu'une odieuse grimace stalinienne qui, pour porter du rouge, porte celui du sang des prolétaires assassinés par les partis "communistes" de la guerre d'Espagne, dans la boucherie impérialiste de 39-45, et le prolétariat trouvera le PCF parmi les bouchers de la bourgeoisie dans les combats à venir, si les ouvriers se laissent bernés par ce masque "nouveau".

Le PCF s'efforce et va s'efforcer de se grimer systématiquement de manière "ouvrière", "révolutionnaire", aussi, même affaibli, il reste un danger réel, un ennemi fondamental pour la classe ouvrière, encore et toujours plus aujourd'hui.

P.P.R.

Expulsion des opposants iraniens

LE VRAI VISAGE DE L'ETAT DEMOCRATIQUE

■ C'est sans vergogne que la bourgeoisie française a toujours livré, en temps de guerre, les réfugiés étrangers à l'ennemi comme monnaie d'échange.

C'est sans vergogne qu'elle a récemment expulsé des réfugiés basques, comme nous l'avons dénoncé dans ces colonnes. C'est sans vergogne que le gouvernement Chirac-Mitterrand récidive, manu-militari, à l'encontre d'une dizaine de réfugiés iraniens et kurdes. L'Etat français, co-responsable des massacres de la guerre Iran-Irak, vient, de façon expéditive, de rembourser son homologue iranien dans des négociations sordides qui ne concernent pas pour l'essentiel deux ou trois otages français, mais se font sur le dos des otages par millions de la furie guerrière : les prolétaires, les populations d'Irak et d'Iran. Les Etats "démocratiques" ou "intégristes" sont complices!

Face à l'émotion hypocrite des Etats US, anglais et allemand, côté cour Malhuret et Mitterrand, et côté jardin Pasqua, ont rivalisé de justificatifs honteux. Le premier pour émettre des "réserves" sur l'action du confrère, le second pour assurer en toute mauvaise foi que les expulsés faisaient "régner la terreur" chez les autres réfugiés iraniens. Il ne faisait qu'accéder servilement à une des conditions posées par l'Etat iranien dans la négociation ininterrompue otages contre otages. Les mensonges des gros flics Pandraud et Pasqua ne sont pas plus répugnants que d'ordinaire, ni les pleurnicheries du clown Malhuret. Quand les uns frappent, l'autre a pour fonction

de sangloter. L'Etat français livre en cachette armes et devises pour alimenter le conflit sanglant du Golfe, tout comme il expulse et interpelle quand il veut, comme il veut. La loi, c'est la loi du plus fort, de la classe dominante et de son Etat.

Ce dont est capable la bourgeoisie, elle nous en donne un avant-goût à travers la multiplication des expulsions. Demain, les "étrangers" qui subiront ces pratiques, ce seront les ouvriers combatifs, les révolutionnaires, les véritables ennemis de ce système de misère et de guerre.

Elle persécutera avec bien plus de barbarie ses ennemis sociaux, à l'aide de n'importe quelle affabulation (terrorisme, chantage...), les ouvriers révolutionnaires réfugiés parce que pourchassés dans leur pays.

Ni les pleurnicheries du bouffon Malhuret, ni les protestations du PS, qui a largement montré ses capacités de répression anti-ouvrière quand il était au gouvernement, n'empêchent ces "voies de fait étatiques". Ces vociférations et jérémiades ne sont là que pour masquer le sens profond de telles pratiques : c'est d'une part que la bourgeoisie se donne tous les moyens quand elle a besoin de réprimer et d'autre part, c'est la classe ouvrière qui est sa véritable cible, particulièrement ses éléments les plus combatifs et les plus déterminés.

Damien M.

L'AVENIR APPARTIENT AU PROLETARIAT

(SUITE DE LA P.1)

Mais ce n'est pas seulement à travers l'explosion du chômage que la dégradation des conditions d'existence des ouvriers va connaître une brutale accélération. La guerre commerciale à outrance désormais déclarée entre tous les Etats capitalistes ne connaît qu'une seule loi : pour disputer sa part d'un marché toujours plus réduit à ses concurrents, il faut réduire par tous les moyens les coûts de production, et en premier lieu celui de la force de travail. C'est pourquoi, s'il est clair que la bourgeoisie est dans l'impasse et que quelque mesure économique qu'elle prenne elle ne pourra éviter la catastrophe, il est une politique sur laquelle tous les Etats capitalistes sont bien d'accord : il faut faire payer au maximum la classe qui produit la richesse sociale, baisser les salaires, rejeter à la rue sans espoir de pouvoir retrouver du travail des masses croissantes d'ouvriers, priver le plus possible de toute ressource tous ceux qui, chômeurs, malades, retraités, ne sont pas productifs.

La fin de ce qu'on a appelé l'"Etat-providence" est déjà depuis longtemps une réalité. Mais aujourd'hui plus que jamais, c'est dans tous les pays l'Etat qui va donner le ton de l'offensive anti-ouvrière. Les salaires doivent baisser et c'est aux gouvernements de donner les premiers l'exemple en s'attaquant à tout le secteur public. Et cela à un moment où le retour de l'inflation dans les pays développés va venir s'attaquer de plein fouet aux revenus réels de tous les ouvriers. De plus, la direction prise déjà dans tous les pays, comme le montrent les plans d'austérité et autres trains de mesure de "sauvetage de la sécurité sociale" que les gouvernements européens ont commencé à mettre en place, c'est celle de mesures s'attaquant à l'ensemble de la classe ouvrière sans exception et visant à l'abandon de toute protection sociale. Et c'est bien cela qui est devant nous avec l'aggravation brutale de la crise. La simple reconstitution de la force de travail des ouvriers, la possibilité pour eux de se soigner, d'élever leurs enfants, à la base du fonctionnement "normal" de l'exploitation capitaliste, vont se trouver purement et simplement remis en cause du fait de l'aberration atteinte par un système économique en pleine décomposition.

UNE PROMESSE DE DEVELOPPEMENT FORMIDABLE DE LA RIPOSTE OUVRIERE

Voilà la situation devant nous. Et ce que la classe ouvrière doit y trouver, c'est fondamentalement un puissant encouragement à développer et à renforcer la dynamique de lutte dans laquelle elle est d'ores et déjà engagée. Moins que jamais la gravité de l'offensive menée contre les conditions d'existence ouvrière ne lui laisse d'autre choix. Plus que jamais le caractère frontal, massif, n'épargnant aucun pays, aucun secteur ouvrier, de cette offensive exige une riposte ouvrière qui soit elle aussi massive et unifiée en un seul front. Plus que jamais, alors que s'écroulent les derniers lambeaux d'illusions sur un possible retour à la "prospérité" capitaliste, alors que la barbarie de ce système apparaît dans toute sa nudité, alors que se révèle celle encore plus effroyable qu'il nous prépare si nous le laissons faire, la

seule alternative est entre les mains de la classe ouvrière et de sa capacité à développer à un niveau supérieur le combat qu'elle a engagé. Ce pas, cette réponse nécessaire, les conditions en sont aujourd'hui réunies.

La brutale plongée dans la récession atteint aujourd'hui un prolétariat qui a engagé depuis 4 ans la plus importante vague de luttes ouvrières depuis le début de la crise à la fin des années 60, montrant avec de plus en plus de force son refus de se soumettre à la logique de la crise capitaliste. Plus encore, la formidable accélération qu'a connu cette vague de luttes ces deux dernières années en réponse aux premiers signes de la récession dans les pays les plus développés du capitalisme montre que d'ores et déjà la classe ouvrière a commencé à développer les armes d'une riposte de classe massive et unie.

Aujourd'hui non seulement la réalité ne lui laisse pas d'autre choix que de mettre encore plus d'énergie dans la bataille pour la défense de ses conditions d'existence, mais elle va la contraindre à s'engager, de manière beaucoup plus déterminée et consciente qu'auparavant, dans la seule voie capable d'opposer un réel rapport de force à l'ennemi : l'unification de ses combats.

Ainsi ce qui constitue la première force de la mobilisation ouvrière, son caractère massif, va trouver les conditions pour se développer avec encore plus d'ampleur. Déjà tous les combats importants de l'actuelle vague de luttes ont montré que le besoin d'être le plus nombreux possible dans la lutte pour être efficace est aujourd'hui clairement ressenti par la classe ouvrière. C'est ce qu'ont montré tant les luttes en Belgique en 83 et 86 ou au Danemark en 84, que plus récemment la tendance à l'extension extrêmement rapide de la lutte, lors de la grève à la SNCF chez les enseignants en Italie, dans la grève de British Telecom. Mais ce que désormais la bourgeoisie nous prépare, ce sont des attaques frontales menées par l'Etat concernant tous les ouvriers sans distinction qui vont se charger de jeter dans la lutte des centaines de milliers d'ouvriers simultanément. La perspective est donc non seulement à des luttes massives mais à des luttes qui, au lieu de se succéder dans un secteur après l'autre, vont tendre à exploser simultanément. Des situations comme celle de l'Espagne au printemps dernier, avec une effervescence sociale agitant quasiment tous les secteurs, ou de l'Italie tout au long de cette année avec les mouvements simultanés dans les transports et dans l'école, sont appelés à se développer dans tous les pays. La simultanéité des foyers de lutte, et surtout leur rapprochement géographique dans les concentrations industrielles et urbaines décisives d'Europe occidentale va poser en termes plus concrets que jamais la nécessité et la possibilité de leur unification.

C'est pourquoi, plus encore que le caractère massif de la riposte ouvrière, ce qui va se poser avec une ampleur plus décisive, c'est le besoin de rechercher activement la solidarité dans la lutte. En unifiant par le bas les conditions faites à l'ensemble de la classe ouvrière, le capitalisme en crise est en train

de détruire les bases de ce qui lui a servi pendant des décennies à entretenir le maximum de divisions parmi ceux qu'il exploite : entre secteur public et privé, entre catégories, entre ouvriers actifs et chômeurs, entre "immigrés" et "autochtones"... Tout ce qui sert à diviser la classe ouvrière, à émietter, à isoler sa riposte, et en particulier les restes d'illusions corporatistes, le mythe selon lequel les revendications de tel ou tel secteur lui serait spécifique, voire la crainte qu'en élargissant la lutte à d'autres catégories de la classe on risquerait de noyer ses propres revendications, ne peuvent qu'être balayées par les nouveaux assauts de la crise. Au moment où vont être jetés de plus en plus simultanément dans la bataille à la fois les grandes concentrations ouvrières industrielles du secteur privé, la masse énorme des travailleurs de l'Etat et l'armée grandissante des chômeurs, les conditions pour que se construise dans et par la lutte l'unité de la classe ouvrière face à son ennemi central, l'Etat bourgeois, sont plus que jamais réunies.

Et cela d'autant plus que la classe ouvrière a déjà accumulé au cours de ses précédentes luttes une expérience importante de l'impasse que constitue une lutte qui reste isolée, de l'impossibilité de gagner si on ne brise pas les barrières du corporatisme et a commencé à apporter des réponses à ce besoin.

C'est pourquoi les tendances qui se sont développées en particulier ces deux dernières années, dans le sens de l'élargissement du combat et de la recherche de l'unité entre les foyers de luttes, telles que l'envoi de délégations massives vers les travailleurs d'autres secteurs pour les appeler à se joindre au combat, la participation des chômeurs à la lutte engagée par les actifs, l'utilisation des manifestations de rue visant à briser les frontières de l'usine et à être un lieu où peuvent se retrouver tous les ouvriers, actifs ou chômeurs, qui veulent participer au combat, la formulation de revendications les plus larges et unitaires capables de mobiliser le plus grand nombre, ne peuvent que se renforcer dans les luttes à venir. C'est pourquoi aussi, alors que la détermination, la volonté consciente des ouvriers à mettre en oeuvre de tels moyens ne peut que se confronter de manière encore plus aiguë aux obstacles que la bourgeoisie dresse devant eux, et parce qu'ils sont amenés de ce fait à prendre de plus en plus conscience de qui sont les véritables ennemis de la lutte, en particulier les syndicats, la nécessité de ne compter que sur leurs propres forces va se poser avec une plus grande ampleur.

Plus que jamais la situation donne raison à la formule de Marx contre ceux qui (à l'époque les économistes et les bourgeois philanthropes) "ne voient dans la misère que la misère sans y voir le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne". Plus que jamais aujourd'hui dans la misère sans fin que lui impose ce monde en décomposition, la classe ouvrière trouve le plus puissant aiguillon au développement en grand de son combat et à son affirmation comme seule classe capable de mettre fin à cette misère.

PE

RIPOSTONS TOUS UNIS !

(SUITE DE LA P.3)

Pour réaliser cela, les ouvriers ont à prendre en mains leur lutte dont l'objectif principal est l'extension, l'ouverture, vitales pour la lutte. Mais dans cette tâche, ils vont être inévitablement confrontés aux pièges tendus non seulement par les syndicats mais aussi de plus en plus à mesure qu'ils vont tenter de se libérer de la tutelle directe des syndicats, par le syndicalisme de base.

Beaucoup d'ouvriers combattifs ont été enthousiasmés par les coordinations surgies à la SNCF perçues comme un instrument de la prise en charge de la lutte hors du cadre syndical et beaucoup d'illusions se sont maintenues sur le rôle qu'ont joué ces coordinations alors qu'en fait ces coordinations dominées par des éléments gauchistes et syndicalistes de base ont joué un rôle déterminant contre l'extension de la lutte, dans l'enfermement et la défaite des ouvriers. D'une part, au lieu d'avoir une seule coordination de cheminots oeuvrant à réaliser l'unité de tous les grévistes et cherchant à élargir le rapport de force en s'ouvrant aux délégués de la RATP, des ports ou des PIT en lutte, ce sont deux coordinations nationales concurrentes qui se constituent, tout autant corporatistes l'une que l'autre, se donnant comme seul objectif un illusoire "contrôle" sur les négociations des revendications des cheminots. L'une d'elles, se revendiquant de "la force autonome des conducteurs de trains" excluait d'emblée tout élément non conducteur de ses délibérations, et a fortiori non SNCF. L'autre apparemment plus "large", se proclamant "intercatégorielle SNCF" s'est illustrée en empêchant de façon musclée les ouvriers "étrangers" à la SNCF de prendre part à leurs assemblées.

D'autre part, au lieu d'être l'émanation de la volonté des grévistes élus par l'assemblée générale, ces organes fonctionnaient comme des états-majors de la lutte, prenant toutes les décisions sans contrôle réel de l'ensemble des grévistes sur eux : ils ont pu ainsi jouer un rôle des plus actifs dans l'embarquement du mouvement dans la pire des directions, celle de l'enfermement corporatiste.

C'est pour cela qu'on a vu à la suite de la SNCF surgir des coordinations auto-proclamées par les gauchistes (Télécoms, Thomson...) vides de sens pour les ouvriers et jouant uniquement un rôle préventif d'occupation de terrain par la bourgeoisie et là encore destinées à orienter la lutte vers l'enfermement corporatiste.

Cette expérience n'a nullement de valeur positive pour la lutte mais c'est une expérience qui doit servir à alerter les ouvriers, à les mettre en garde contre les manoeuvres du syndicalisme de base.

IL FAUT PRENDRE EN MAIN CETTE EXTENSION

Voilà pourquoi seules ont de sens des assemblées générales qui ont la mainmise sur tous les aspects de la lutte :

- des assemblées ouvertes à tous les ouvriers, hors de toute limite corporatiste, ouvertes aux chômeurs comme aux actifs, laissant aussi un droit d'expression aux organisations révolutionnaires qui soutiennent et défendent le combat;
- des assemblées qui élisent des comités de grève ou ou toute autre forme de délégation qui ont pour seul mandat d'appliquer les décisions de l'assemblée générale, de collecter, centraliser et répercuter les informations et qu'elles peuvent révoquer à tout moment s'ils ne respectent pas la volonté collective des ouvriers, les orientations générales de l'assemblée ;
- l'activité des assemblées est en priorité axée sur

LA BOURGEOISIE VA FRAPPER ENCORE PLUS FORT

(SUITE DE LA P. 2)

Quand on sait que l'enveloppe promise à Renault de près de 12 milliards de francs se réduit aujourd'hui à 3,6 milliards, on peut voir là aussi toutes les conséquences dans un avenir très proche de cette situation qui seront autant d'accélérateurs à l'austérité et aux licenciements dans des secteurs importants et sensibles de la classe ouvrière.

UN SEUL INVESTISSEMENT : LA LUTTE

Si la bourgeoisie a déjà largement entamé et approfondi cette attaque de nos conditions de vie, il faut être sûr que les mesures prises pour accélérer cette attaque seront de moins en moins progressives et seront toujours plus en profondeur.

Les mois de la rentrée marquaient déjà la poursuite des mesures prises avant l'été, mais la perspective d'approfondissement de la crise, loin d'atténuer les attaques elles-mêmes, ne va les rendre que plus urgentes. Sur ce plan, le maître d'oeuvre de cette attaque généralisée, l'Etat, devra s'affirmer d'autant plus et montrer l'exemple : les licenciements dans la fonction publique n'ont rien à envier à ceux du privé ! La seule "solidarité" qu'ils nous concoctent c'est la misère pour tous !

C'est donc vers UNE ATTAQUE SIMULTANEE ENTRE SECTEUR PUBLIC ET SECTEUR PRIVE que s'engage la bourgeoisie. Et c'est véritablement sur ce plan aussi que la crise reste la meilleure alliée du prolétariat : car beaucoup d'illusions vont encore sauter et nous entrons dans une période beaucoup plus ardue pour la bourgeoisie pour cloisonner ses attaques : de

l'envoi de délégations massives vers d'autres entreprises afin de les entraîner à leur tour dans la même lutte ;

- le souci des ouvriers dans les assemblées est de prendre en charge l'ensemble des revendications communes à tous les secteurs, à toutes les catégories sans se laisser enfermer par les revendications spécifiques.

Une riposte unitaire de tous les ouvriers nécessite la mise en avant de revendications les plus unificatrices possibles, capables de mobiliser le plus d'ouvriers possibles et exige que la lutte se poursuive jusqu'à satisfaction de toutes les revendications.

La lutte à la SNCF qui a été un phare pour toute la classe ouvrière il y a un an doit plus que jamais aujourd'hui lui servir pour que les luttes actuelles puissent se redévelopper dans les meilleures conditions.

Y.D

19/12/87

Bien entendu, tous nos bourgeois de droite comme de gauche vont tenter de nous faire le coup des élections présidentielles avec des changements dans la continuité ou l'inverse. Mais c'est avec inquiétude qu'ils savent tous que la réalité sera encore l'aggravation dans la continuité. Inquiétude vis à vis des luttes présentes toutes riches de combativité, de réflexion quant à ce système de misère. Et surtout inquiétude face aux luttes à venir. La situation de la crise en France, loin d'être entre parenthèses, va au contraire s'aggraver d'une manière phénoménale et où la riposte aux attaques et à l'austérité sera déterminante dans le combat entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Avec l'aggravation de la crise sans fard, toute l'expérience accumulée des combats isolés, défaits avec l'"aide" de tous les faux amis syndicaux, avec l'expérience d'une gauche qui s'est grillée les ailes pendant cinq années au pouvoir, avec l'effort de guerre réclamé par la bourgeoisie, la perspective des luttes de la classe ouvrière en France reste un élément décisif pour l'accélération des luttes en Europe et pourront marquer d'un jalon le chemin vers l'unification de ces luttes.

Stopio

MOBILISATION OUVRIERE MASSIVE EN R.F.A.

Le 27 novembre, dans la ville de Duisburg en Allemagne, on annonce la fermeture de l'usine sidérurgique de Krupp, avec 5.300 licenciements. Les ouvriers de Krupp arrêtent tout de suite le travail et ouvrent la porte de l'usine, appelant tous les ouvriers de la ville à participer à une assemblée générale. Ce même jour, les ouvriers des autres usines sidérurgiques à Duisburg, Thyssen et Mannesmann entrent en grève en solidarité avec les ouvriers de Krupp. Le 30 novembre, l'assemblée générale où participent 9.000 ouvriers de Krupp ainsi que des délégations massives d'ouvriers de toutes les grandes usines de Duisburg lance un appel pour que tous les ouvriers de la région de la Ruhr entrent en lutte ensemble contre les licenciements. Le 1er décembre, il y a des assemblées et des manifestations dans 14 usines de Krupp en Allemagne, avec la participation d'une forte délégation à chaque fois d'ouvriers de l'usine Krupp de Duisburg. Le 3 décembre, 12.000 élèves manifestent dans les rues de Duisburg contre les licenciements à Krupp ; ils sont rejoints par les sidérurgistes et leurs professeurs. Le même jour, à l'usine Mannesmann de Duisburg, où on a prévu de transférer une partie de la production de Krupp -qui "bénéficiera" donc de sa fermeture-: grève en solidarité avec Krupp. Avec les ouvriers de Krupp, ils occupent ensemble le bâtiment de l'administration de Mannesmann. Une délégation de mineurs arrive à l'usine Krupp pour demander une lutte commune sidérurgistes et mineurs. Le 7 décembre se déroule une manifestation de 7.000 sidérurgistes de différentes villes à Bochum. Le même jour une manifestation de mineurs à Camphausen (dans la Sarre) déclare sa solidarité avec les ouvriers de Krupp. Le 8 décembre, assemblée de masse commune des ouvriers sidérurgistes et des employés du secteur public dans l'usine Krupp à Duisburg.

La tactique des syndicats pendant le mouvement des sidérurgistes du printemps (voir RI 157) de limiter le mouvement à une seule usine, une seule ville, une seule corporation -qui lui a permis de faire passer 30.000 licenciements- ne marche plus. La solidarité active dans la classe ouvrière est trop puissante. Les syndicats sont obligés donc d'appeler à une journée d'action de tous les ouvriers de la Ruhr, de la Sarre et des autres villes sidérurgiques. Le 10 décembre, 90.000 sidérurgistes, 100.000 mineurs et des dizaines de milliers d'ouvriers d'autres secteurs de l'usine automobile Opel (Bochum), des conducteurs de tramways, des ouvriers des postes, débrayent massivement. Dans toute la Ruhr, dans toute la Sarre, la colère et la combativité des ouvriers s'élèvent contre la fermeture de Krupp et contre les licenciements massifs dans les mines. Incapable d'empêcher que tous les ouvriers soient en lutte en même temps (300.000 ouvriers cessent le travail dans une seule journée), la tactique des syndicats maintenant est d'empêcher que les ouvriers se mettent ensemble, que la simultanéité des luttes devienne UNITE des luttes. A Duis-

burg par exemple, où 80.000 ouvriers sont en grève, les syndicats organisent l'occupation des grands carrefours, des ponts et des autoroutes de la ville, ce qui fait que les ouvriers qui sont rentrés en grève, précisément pour lutter ensemble avec les autres, se retrouvent dispersés, isolés les uns des autres à travers la ville. C'est exactement la même tactique utilisée par les syndicats dans le mouvement de la sidérurgie en France en 79-80 et 84 (avec la tactique des journées "villes mortes").

Le syndicat des mineurs pour sa part déclare publiquement son opposition pour chaque manifestation commune sidérurgistes et mineurs, sous le prétexte de "danger de subordination des revendications des mineurs à celles des sidérurgistes". En réalité, les revendications des sidérurgistes et des mineurs sont exactement les mêmes : REFUS DES LICENCIEMENTS DE MASSE. Avec cette stratégie de division énorme déployée par les syndicats pendant cette journée d'action, les syndicats arrivent à briser temporairement la dynamique montante du mouvement. Ils ont réussi à repousser l'organisation d'une "3ème semaine de solidarité" prévue avant Noël sous le prétexte qu'il faut attendre le résultat des négociations.

"WIR SIND ALLE KRUPPIANER". "NOUS SOMMES TOUS DES OUVRIERS DE KRUPP" (slogan du mouvement)

Les mouvements massifs de solidarité active, comme actuellement en Allemagne ne tombent pas du ciel, mais sont le produit des défaites amères des luttes ouvrières précédentes, et de l'assimilation fructueuse des leçons de celles-ci dans la conscience des ouvriers.

Le plan de licenciements de 30.000 sidérurgistes a été annoncé ce printemps avec le but officiel de concentrer la production sidérurgique allemande dans la seule ville de Duisburg. En réalité, ce plan était un mensonge pur et simple pour diviser les ouvriers de Duisburg, le plus grand centre sidérurgique du monde entier avec encore 50.000 emplois, d'avec les autres ouvriers sidérurgistes. Privés de leur centre de gravité qu'est la grande concentration de Duisburg les ouvriers dans les autres villes de la sidérurgie n'ont pas pu arriver à développer une lutte massive et commune.

Au début du mois de décembre, quand est annoncée la première fermeture d'une usine de Duisburg, les ouvriers pas seulement à Krupp même, et pas seulement dans les usines sidérurgiques, mais partout commencent à comprendre qu'ils sont les victimes d'une stratégie massive de division. C'est pourquoi la colère énorme des ouvriers face à l'annonce de fermeture de Krupp s'accompagne immédiatement d'une détermination à refuser les divisions et à lutter comme une SEULE CLASSE. Aujourd'hui, contrairement au mouvement du printemps, ce ne sont pas que les ouvriers sidérurgistes, mais l'ensemble des secteurs de la classe ouvrière qui commencent à subir des attaques frontales

(voir RI 162). C'est pourquoi le mouvement chez Krupp provoque un mouvement de solidarité dans l'ensemble de la classe ouvrière qui commence d'inclure en son sein le gigantesque secteur d'exportation (par exemple Opel) et le secteur public.

Nous ne sommes qu'au début d'un mouvement de grande ampleur en Allemagne. La situation n'est pas encore aujourd'hui comparable avec celle du mouvement de 86 en Belgique, où tous les ouvriers d'un pays entier sont partis en grève tous ensemble, ni avec celle de la grève à la SNCF en France en décembre 86 où les ouvriers ont exprimé une méfiance ouverte très forte vis-à-vis des syndicats. Mais l'importance internationale et historique de ce mouvement en Allemagne, c'est qu'il pose immédiatement comme question centrale pour la classe ouvrière, celle de L'UNITE DES SECTEURS LUTTES. Alors que dans la grève à la SNCF, le mouvement s'est trouvé confronté avec la nécessité d'étendre la lutte d'un secteur isolé vers les autres secteurs, le mouvement en Allemagne montre la tendance présente dans la situation mondiale : celle de tous les ouvriers à rentrer en lutte ENSEMBLE, EN SOLIDARITE ACTIVE.

Le fait qu'après le krach boursier et l'accélération de la crise économique mondiale, la bourgeoisie, même en Allemagne, est obligée d'attaquer les plus grosses concentrations ouvrières comme la sidérurgie à Duisburg et de provoquer donc l'entrée en lutte des grands centres de gravité de la classe capables de drainer tous les autres secteurs ouvriers en lutte autour d'eux et de rassembler leurs forces, ceci annonce une nouvelle échelle de confrontations entre les classes. Parce que la bourgeoisie est de moins en moins capable "d'épargner" les grandes métropoles industrielles, comme la région parisienne, l'Italie du Nord, la région de Londres et l'Allemagne, ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'entrée dans la vague de luttes actuelle des grands bataillons du prolétariat qui pose la question de l'unification des luttes et la prise en mains de cette unification à une échelle qu'on n'a pas vue depuis la vague révolutionnaire des années 20.

Pour les ouvriers en France, et pour ceux du monde entier, l'entrée dans la lutte de leurs frères de classe en Allemagne constitue un renforcement énorme du combat ouvrier contre le capitalisme mondial.

Le géant "endormi" prolétarien allemand se lève ! Sa lutte aujourd'hui confirme la validité des mots de Rosa Luxemburg écrits après la défaite sanglante des ouvriers allemands dans les rues de Berlin en janvier 1919 : "L'ordre règne à Berlin ! Spires stupides ! Votre 'ordre' est bâti sur du sable. Dès demain la révolution 'se dressera de nouveau avec fracas' proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi : 'J'étais, je suis, je serai'". ("L'ordre règne à Berlin". Die rote Fahne. 14/01/1919).

LEI.
20.12.87

ITALIE

SEULE L' UNIFICATION DES LUTTES PEUT FAIRE RECULER LA BOURGEOISIE

Au cours de l'année 1987, la combativité de la classe ouvrière en Italie n'a cessé de se développer, et surtout, les grèves, les assemblées de travailleurs, les manifestations dans le secteur public, ont été marquées chaque fois par une tendance qui ne s'est pas démentie à l'indépendance de la classe ouvrière par rapport aux syndicats. La relative passivité du prolétariat jusqu'en 86 dans ce pays, engendrée par l'énorme méfiance vis-à-vis des syndicats officiels accumulée depuis plusieurs années, a cédé la place à une combativité ouverte, une hostilité déclarée aux grandes centrales syndicales, et une intense activité de discussion et d'organisation parmi les travailleurs visant à prendre en mains la lutte directement, "à la base", en dehors et contre ces syndicats.

Démarrée avec le mouvement de grèves dans l'enseignement qui a englobé à son apogée près de 200.000 personnes au printemps, la vague de luttes s'est poursuivie tout au long de l'année, contre les attaques des salaires et des conditions de travail en particulier dans les transports (chemins de fer, transports urbains à Rome et à Turin, aéroport de Rome, etc), mais également dans les hôpitaux et les banques, touchant des milliers de travailleurs (1).

Par les luttes menées ouvertement contre les syndicats officiels, par la constitution d'organes de luttes sur la lancée des "comités de base" surgis dans le secteur de l'enseignement, la classe ouvrière en Italie s'est engagée à son tour dans le combat pour l'unification que la classe ouvrière en Europe et internationalement a engagé depuis deux ans. Les obstacles auxquels elle se heurte sont une expérience dont toute la classe ouvrière doit tirer les leçons pour poursuivre ce combat.

L'ALLIANCE DE TOUTES LES FORCES
DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Avec la retombée de la massivité de la grève dans les écoles, malgré les nouvelles grèves en fin d'année, la bourgeoisie a pu mener son offensive par tous les moyens de pression, de répression, et d'encadrement dont elle dispose.

Le gouvernement multiplie les menaces contre "l'illégalité" des actions entreprises. La presse, la radio et la télévision déchainent un matraquage permanent de dénigrement et de dénonciation de tout mouvement hors des syndicats. "Rebelles", "irresponsables", "preneurs d'otages de l'Italie" et même "ter-

roristes", tels sont quelques uns des qualificatifs dont les médias abreuvant quotidiennement le pays. Les centrales syndicales (CGIL, CISL, UIL), complètement débordées et dénoncées par les travailleurs pour leur participation aux mesures d'austérité et leur sabotage des luttes, font tout pour empêcher l'entrée en lutte dans les autres secteurs de la classe ouvrière, en particulier le secteur privé. L'UIL réclame l'interdiction des "grèves sauvages", les autres la reconnaissance officielle de leurs propres règles d'"auto-régulation" des grèves -en fait la limitation des grèves. Les organisations gauchistes, Democrazia Proletaria, trotskystes, socialistes de gauche, anarcho-syndicalistes, etc, assurent une présence de plus en plus importante dans les assemblées et organismes de luttes, et tout en épousant l'anti-syndicalisme régnant, appuient leur politique de sabotage sur les illusions persistantes sur le corporatisme et le syndicalisme : les uns réclamant la "légalisation" des "comités de base", leur "droit" de négocier officiellement, à la place ou avec les syndicats ; les autres poussant à l'impasse de débats avec des juristes sur le "droit de grève" ; tous s'efforçant de transformer les organes surgis de la lutte en structures permanentes figées, en nouveaux syndicats ; tous s'opposant en fait à toute tentative de recherche des moyens d'une véritable unité de la classe ouvrière.

LE SYNDICALISME CE N'EST PAS SEULEMENT
LES SYNDICATS OFFICIELS, C'EST AUSSI
LE CORPORATISME ET LE LEGALISME

Si la classe ouvrière en Italie, par ses tentatives répétées d'organisation de la lutte par les travailleurs eux-mêmes, a renforcé la perspective de l'unité ouvrière contre les divisions syndicales, parvenant à déborder les syndicats, c'est encore au syndicalisme qu'elle s'est heurtée. Avec d'un côté les forces conjuguées de la bourgeoisie contre elle, ce sont de l'autre côté les illusions en son sein qu'on peut défendre les intérêts des travailleurs dans le cadre de sa corporation et sur ses revendications spécifiques, c'est-à-dire la lutte syndicale, illusions qui subsistent encore majoritairement, qui expliquent le piétinement du mouvement. Les propositions émanant des groupes d'ouvriers les plus avancés ou des organisations révolutionnaires, appelant à l'extension, à rechercher les moyens de rencontrer travailleurs des autres secteurs, à chercher à lutter ensemble, si elles sont significatives du mûrissement

qui s'opère dans la classe ouvrière, restent encore largement minoritaires.

C'est pour cela que la bourgeoisie, malgré la détermination des travailleurs et leur capacité d'organisation, parvient à cloisonner les différents foyers de lutte.

Pour la classe ouvrière en effet, s'il se pose la question de l'organisation de la lutte lorsque celle-ci est ouverte, massive, et tend à s'étendre, lorsque la lutte retombe ou reste isolée dans la corporation, toute tentative de maintenir des organismes unitaires alors que l'unité n'est pas réalisée en actes, est vouée à l'échec. Soit de tels organismes se transforment en comités de lutte, groupant les ouvriers combattifs mobilisés (2), soit ils sont récupérés par le syndicalisme de base et se transforment en entraves au combat ouvrier. La permanence d'organisations ouvrières de défense des intérêts prolétariens, en l'absence de la mobilisation de tous les ouvriers est une illusion, et c'est sur cette illusion que l'extrême-gauche de la bourgeoisie en particulier greffe sa politique de dévoiement, de dispersion et d'encadrement du prolétariat.

En Italie, le mouvement impulsé depuis le printemps 87 s'est essouffé. Ceci ne signifie pas que les luttes sont terminées, mais le prochain pas important ne pourra se faire que par la rupture avec le carcan corporatiste et légaliste qui a pris le dessus dans les tentatives d'organisation surgies dans la classe. Dans la poursuite des luttes qui vont se mener dans cette période d'accélération des conflits de classe, la classe ouvrière se doit de reprendre les leçons sur la prise en mains des luttes qu'a déjà données en pratique la vague de luttes en 1987 en Italie, pour avancer dans la voie de son unification.

MG.

NOTES :

(1) Sur les luttes en Italie en 87, voir RI n°158,159,161,163.

(2) Sur les comités de luttes, voir RI n°154,156,162

LE "DESARMEMENT" POUR MIEUX PREPARER LA GUERRE

(SUITE DE LA P.1)

que représentent ces 2100 bombes atomiques (chacune plus puissante que celle qui a détruit Hiroshima en 1945) cela ne représente qu'une petite partie des quelques 30 000 bombes qui restent prêtes à être exploitées par des missiles de toutes sortes installés à terre ou à bord d'avions, de sous-marins et de navires; sans compter tous les obus nucléaires (probablement des dizaines de milliers) que 6800 canons peuvent tirer. Pour le seul continent européen, les missiles terrestres à courte portée et embarqués à bord d'avions se montent à environ 10 000. C'est dire si l'accord de Washington n'a rien à voir avec une quelconque "dénucléarisation de l'Europe" dont on parle depuis des décennies.

Ce terrifiant déploiement d'engins de mort représente en puissance explosive l'équivalent de 10 milliards de tonnes de TNT, c'est-à-dire un des explosifs classiques les plus puissants. Il est capable de détruire 5 fois toutes les concentrations humaines existant sur la terre, et pour qualifier cette surcapacité, les militaires l'ont appelée "l'overkill" ("surtuer"). C'est pour cette raison que si les grandes puissances se mettent d'accord, comme l'envisage le communiqué final de la rencontre de Washington, pour réduire de moitié leurs arsenaux dits "stratégiques" (engins à longue portée pouvant aller jusqu'à 13 000 kms et emporter 14 ogives nucléaires chacun), cela n'enlèvera rien à la menace que toutes ces armes font peser sur l'espèce humaine. Même dans cette hypothèse, la "MAD" (en anglais : "fou") c'est-à-dire "la Destruction Mutuelle Assurée" telle qu'elle est envisagée par les stratèges militaires, continuera à se balancer comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête des hommes.

Mais les arsenaux nucléaires ne sont pas les seuls qui menacent l'humanité et notamment les populations d'Europe. Depuis la dernière guerre mondiale, les militaires ont inventé, perfectionné ou développé toutes sortes d'armes "non nucléaires" mais qui disposent d'un potentiel de destruction sans précédent telles les armes "chimiques" et "bactériologiques" capables d'asphyxier et de tuer par maladies des dizaines de millions d'êtres humains en quelques heures ou quelques jours. Quant aux armes dites "conventionnelles", elles constituent à elles seules, en Europe, un potentiel de destruction de très loin supérieur à celui qui se trouvait en place lors du déclenchement de la 2ème guerre mondiale: 11 500 avions et 5200 hélicoptères (contre 8700 avions), 41 600 chars de combats (contre 6000) auxquels il faut ajouter 86 000 véhicules blindés de toutes sortes, 31 000 pièces d'artillerie et 32 000 pièces anti-chars sans compter tous les missiles armés d'explosifs classiques "extrêmement puissants et dévastateurs" qu'on a baptisés "quasi-nucléaires". Et dans ce décompte ne figurent pas les armes navales dont le formidable déploiement actuel du Golfe persique nous donne une petite idée.

Ainsi, uniquement avec les armements "conventionnels", le capitalisme a créé les moyens de raser pratiquement toutes les grandes concentrations urbaines d'Europe (où existe une densité de population parmi les plus élevées du monde). Mais si une guerre éclatait, même de façon classique, sur ce continent qui constitue l'enjeu essentiel de l'affrontement entre les deux grandes puissances, elle ne pourrait que déboucher sur un engrenage qui échapperait au contrôle des différents protagonistes (comme cela a déjà été le cas en 1914 et 1939), sur un affrontement généralisé à l'échelle mondiale faisant appel aux terribles moyens de la mort nucléaire.

LA CLASSE OUVRIERE DOIT COMBATTRE LES ILLUSIONS PACIFISTES

Si l'accord de Washington n'implique aucune réduction sensible du formidable potentiel de destruction entre les mains du gouvernement des grandes puissances, il ne signifie pas non plus l'ouverture d'une quelconque perspective de désarmement et de liquidation de la menace de guerre. Le "réchauffement" présent des relations entre les deux "grands", les amabilités échangées entre Reagan et Gorbatchev qui tranchent avec les échanges d'insultes d'il y a quelques années, n'indiquent nullement que la "raison" soit en train de l'emporter dans les relations internationales au détriment de la "folie" que représente l'affrontement entre puissances.

"En réalité - comme le précisait la résolution sur la situation internationale adoptée par le 7è congrès du CCI en juillet 87- les discours pacifistes, les grandes manoeuvres diplomatiques, les conférences internationales de toutes sortes ont toujours fait partie des préparatifs bourgeois en vue de la guerre impérialiste (comme l'ont démontré par exemple les accords de Munich en 1938, un an avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale). Ils interviennent en

général en alternance avec les discours bellicistes et ont une fonction complémentaire. Alors que ces derniers ont pour objet de faire accepter à la population, et en particulier à la classe ouvrière, les sacrifices économiques commandés par l'explosion des armements, de la préparer à la mobilisation générale, les premiers ont pour objet de permettre à chaque Etat d'apparaître comme "celui qui veut la paix", qui n'est pour rien dans l'aggravation des tensions, afin de pouvoir justifier par la suite la "nécessité" de la guerre contre "l'autre qui en porte toute la responsabilité". C'est bien à une telle alternance entre discours bellicistes et discours pacifistes que nous avons assisté ces dernières années notamment de la part de l'administration Reagan dont le "jusqu'au-boutisme" des premières années de son mandat, destiné à justifier les énormes accroissements des dépenses militaires ainsi que diverses interventions à l'extérieur (envoi des corps expéditionnaires américains au Liban et à la Grenade en 82-83 etc.), a fait place à "l'ouverture" face aux initiatives soviétiques dès lors qu'était acquise et affermie la nouvelle orientation d'accroissement des préparatifs militaires et qu'il convenait de faire preuve de "bonne volonté." Revue Internationale n° 51, p. 10)

De son côté "l'offensive" diplomatique de l'URSS ne recouvre évidemment aucune réalité quant aux intentions réelles des dirigeants de ce pays sur le plan des préparatifs militaires. Elle a aussi une vocation de politique intérieure afin de faire la preuve aux yeux de la population (particulièrement sensibilisée par l'intervention en Afghanistan qui se traduit par l'arrivée continue de cercueils de jeunes appelés) que le gouvernement de l'URSS, depuis le changement d'équipe dirigeante, se consacrait sincèrement à la recherche de la paix. Une telle image de marque, que l'habileté de Gorbatchev avec son "glasnost" (transparence) et sa "Perestroïka" (restructuration) a réussi en bonne partie à faire passer, y compris dans les populations des "pays frères", était d'autant plus nécessaire qu'au nom de cette même "Perestroïka" ce qui est aujourd'hui à l'ordre du jour dans les usines, c'est le renforcement de la discipline au travail et la répression contre les "mauvais ouvriers", renforcement rendu de plus en plus nécessaire et urgent par l'état lamentable d'une situation économique frappée durement par la crise mondiale.

En fait, une des raisons importantes qui ont poussé l'équipe dirigeante de l'URSS à impulser la recherche d'un accord en faveur d'une certaine réduction des armements, c'est le poids de plus en plus écrasant que représente pour l'économie de ce pays le secteur militaire. Dotée d'un appareil industriel bien plus faible et arriéré que celui des USA, l'URSS, pour être en mesure de soutenir la compétition militaire avec ce pays a depuis des décennies compromis le développement de cet appareil en consacrant l'essentiel de ses ressources économiques à la production d'armements. Et avec l'aggravation générale des difficultés résultant de l'effondrement économique mondial, c'est d'un étouffement complet que les dépenses d'armements menacent l'économie soviétique. Le démantèlement des "euromissiles", même s'ils ne représentent qu'une très faible partie du gouffre de l'économie de guerre est appelé à constituer de ce fait, un petit ballon d'oxygène permettant en particulier de réaffecter vers des armes encore plus sophistiquées les ressources économisées.

Du côté des USA, malgré la très nette supériorité de l'économie de ce pays, ce sont aussi des préoccupations équivalentes qui ont poussé les autorités vers cet accord, ce qu'on peut facilement deviner quand on voit à quel point le déficit budgétaire américain, qui aujourd'hui est un des facteurs majeurs des convulsions de l'économie mondiale, se trouve aggravé par l'accroissement des dépenses militaires. Pour le chef de file du bloc US, l'opération est d'autant plus intéressante que le retrait de ses propres euromissiles n'implique ni le retrait, ni l'arrêt du déploiement de ceux de ses alliés : en fait, derrière l'accord de Washington, il y a la volonté des USA de reporter vers les pays européens une partie du fardeau militaire, ce qui veut dire pour ces pays et leur classe ouvrière, une austerité accrue. Cette plus grande implication de ces pays dans l'effort de défense de leur bloc s'est d'ailleurs confirmée récemment de façon on ne peut plus significative dans leur participation à l'armada occidentale dans le Golfe persique mais aussi dans la décision franco-britannique de construire en commun un missile nucléaire air-sol de même que dans les manoeuvres militaires conjointes franco-allemandes préfigurant une plus grande intégration des armées des deux pays concernés et, à terme, de l'ensemble des pays d'Europe de l'Ouest. Alors même que les hommes politiques et les gouvernements déversent des torrents de propagande pacifiste, leurs actes démentent immédiatement leurs

discours : Mme Thatcher a beau être "électrisée d'espoir", l'avenir que réserve à la classe ouvrière et à l'ensemble de l'humanité le système capitaliste qu'elle et ses semblables défendent bec et ongles, c'est toujours plus de crise, toujours plus de misère et d'exploitation, toujours plus de tensions guerrières et, au bout du compte, une 3è guerre mondiale menaçant la survie même de l'espèce humaine.

Ce que visent justement les campagnes pacifistes actuelles, c'est de faire oublier aux ouvriers cette sinistre réalité. En semant de illusions sur la possibilité d'un véritable désarmement et d'un monde sans guerre, de même qu'en masquant la véritable gravité de l'envoi de l'armada occidentale dans le Golfe persique - qui porte en elle la perspective d'une aggravation considérable des tensions entre les grandes puissances - les différentes forces du capitalisme ont justement pour but d'endormir la classe ouvrière, c'est-à-dire la seule force dans la société dont le combat soit en mesure d'empêcher le capitalisme de déclencher sa terrifiante perspective comme seule réponse à la crise insurmontable de son économie.

Contre toutes ces manoeuvres bourgeoises, et particulièrement contre les mensonges de ceux qui se disent les représentants de la classe ouvrière - comme Gorbatchev et Marchais -, il appartient à celle-ci de prendre conscience de toute l'importance de ses combats actuels et futurs, non seulement contre la misère capitaliste mais aussi contre la guerre capitaliste et contre le système capitaliste lui-même.

Aujourd'hui encore restent entièrement valables les paroles de celui dont Marchais et Gorbatchev se prétendent les disciples :

"Les formules du pacifisme : désarmement universel sous le régime capitaliste, tribunaux d'arbitrage, etc., apparaissent non seulement comme une utopie réactionnaire mais encore comme une véritable duperie des travailleurs, tendant à désarmer le prolétariat et à le distraire de sa tâche qui est le désarmement des exploitateurs."

(Lénine, Programme du Parti Bolchévique adopté en 1919)

F.M

France-Iran : L'INTOX

La récente libération de deux otages français détenus par des groupes pro-iraniens de Beyrouth, l'échange du diplomate français Torri contre le "diplomate" iranien Gordji après une mascarade d'audition devant un juge d'instruction, l'expulsion cynique de 14 opposants iraniens réfugiés en France : les signes d'une "détente" des relations entre la France et l'Iran n'ont pas manqué ces dernières semaines. Aux dires de la presse anglo-saxonne, la France serait en train de "trahir" ses alliés contre le plat de lentilles de quelques petits avantages électoraux pour l'équipe chiraquienne.

En réalité, même si les calculs électoraux ne sont pas absents des manoeuvres du gouvernement de la France (il est clair par contre, comme le montre l'expulsion des réfugiés, qu'il s'assoit sur les pré-occupations "humanitaires" qu'il affiche), celles-ci ont une fonction bien plus importante : loin de trahir ses alliés, qui se sont mobilisés pour mettre au pas l'Iran, ce gouvernement ne fait pas autre chose que participer à un partage du travail entre les différents pays occidentaux dans leur entreprise présente. Ces pays, en envoyant dans le Golfe persique la plus formidable concentration de forces navales depuis la seconde guerre mondiale et en attaquant plusieurs objectifs iraniens, ont fait la preuve qu'ils étaient disposés à faire usage du bâton.

Dans l'emploi du bâton, la France a fait ses preuves en dépêchant sur place près de la moitié de ses forces navales. Comme l'emploi de la carotte fait aussi partie du plan des pays occidentaux pour "convaincre" les dirigeants iraniens de leur "véritable" intérêt, il revient à certains d'entre eux, en l'occurrence la France à l'heure actuelle, de prendre le rôle du "gentil" pour tendre cette carotte. Et toutes les insultes des "méchants indémodables" comme les USA et la Grande-Bretagne envers elle n'ont pas d'autre objet que de la crédibiliser dans ce rôle.

Comme le démontre l'ampleur des moyens mis en oeuvre, les enjeux de l'opération des marines du bloc occidental dans le Golfe sont considérables : mettre au pas l'Iran afin de renforcer le dispositif d'encerclement du bloc russe. Face à ces enjeux, tous les pays du bloc sont solidaires. Tout le reste n'est qu'intoxication.

F.M

ROUEN : Permanence le 23.1.88 à 14h30, à la Halle aux Toiles.

TOURS : Permanence le 23.1.88 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup. Vente de la presse au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie, les 9.1.88 et 6.02 de 10h à 11h.

Sur le thème : "A L'EST COMME A L'OUEST, IL FAUT DETRUIRE LE CAPITALISME. LES LECONS DE LA VAGUE REVOLUTIONNAIRE DES ANNEES 20"

CLERMONT-FERRAND : Réunion publique le 8.1.88 à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal, 3 rue du Maréchal Joffre.

LYON : Réunion publique le 8.1.88 à 21h à MA70, impasse Métal, Villeurbanne, métro République.

STRASBOURG : Réunion publique le 16.1.88 à 17h, au 101, Grande Rue sur le thème : "Octobre 17 : le premier pas de la révolution mondiale.

REUNIONS PUBLIQUES

Sur le thème : "AVEC LA FIN DES ANNEES 80, SE JOUE L'ALTERNATIVE HISTORIQUE: GUERRE OU REVOLUTION"

MARSEILLE : Réunion publique le 29.1.88 à 21h au 205 rue Ste Cécile -13005.

Vente de la presse le 30.1.88 de 11h à 12h au marché de la Plaine.

Permanence le 13.1.88 de 18h à 19h à "L'Artistic-Bar" 4, cours Joseph-Thierry -13001.

NANTES : Réunion publique le 16.1.88 à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier). Permanence les 8.1.88 et 5.02 à 20h30, même adresse. Vente de la presse au marché de la Petite Hollande le 9.1.88 de 10h30 à 11h30.

PARIS : Réunion publique le 16.1.88 à 17h au 27, avenue de Choisy (75013). Métro : Porte de Choisy. Permanence le 23.1.88 de 17h à 19h, même adresse.

TOULOUSE : Réunion publique le 22.1.88 à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont des Demoiselles). Permanence les 8.1.88 et 5.02 à 18h30 au café "Le Colbert" (même adresse que la RP). Vente de la presse le 10.1.88 de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Place Jeanne d'Arc) et au marché aux Pucés, place St Sernin.

LILLE : Permanence le 23.1.88 de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet. Vente de la presse les 1er et 3ème dimanches du mois au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

UN "POLE" DE DISPERSION ET DE CONFUSION POUR LE MILIEU REVOLUTIONNAIRE

■ Il existe dans le milieu révolutionnaire une organisation, la FECCI (1), qui prétend défendre les vraies positions du CCI, et représenter la continuité de celles-ci, alors que le CCI, lui s'en serait éloigné. Cette organisation tenait le 21 novembre à Paris une réunion publique sur le thème "actualité de la révolution d'Octobre", qui fut une nouvelle fois pour elle l'occasion de faire la preuve qu'à part répéter certaines positions du CCI, elle n'est capable, lorsqu'elle veut se faire l'interprète original de certaines autres, que de les ridiculiser.

DU MEPRIS POUR LES CONDITIONS DE LA REVOLUTION...

L'exposé introductif à la discussion tirait les grandes leçons de cette expérience essentielle du mouvement ouvrier, avec lesquelles nous ne pouvons être que d'accord, si ce n'était parfois les termes pour les exprimer, puisqu'elles sont des positions programmatiques du CCI :

- l'illustration ainsi donnée par le prolétariat russe que l'époque ouverte par la guerre de 14 mettait à l'ordre du jour la nécessité et la possibilité de la révolution comme seule alternative à la barbarie d'un système entré en décadence;

- la forme que prend l'organisation de la classe ouvrière dans la période révolutionnaire est celle des conseils ouvriers, organes unitaires de la prise du pouvoir;

- le rôle déterminant que joue le parti révolutionnaire dans le processus qui mène à la révolution et à sa victoire;

Cependant, ces leçons générales, valables pour toute une période, celle de la décadence, si elles constituent le fondement de l'intervention d'une organisation révolutionnaire, ne sont pas suffisantes pour amener la classe ouvrière en vue des futurs affrontements révolutionnaires. Il revient à toute organisation révolutionnaire conséquente la tâche d'actualiser d'autres enseignements de cette première vague révolutionnaire, qui sont essentiels pour la compréhension du mouvement actuel vers une future vague révolutionnaire : il importe en particulier de montrer en quoi les conditions qui avaient permis un développement rapide du processus révolutionnaire, en réaction aux atrocités et à la misère brutale infligées par la première guerre mondiale, mais qui ont constitué également un facteur de sa défaite en créant la division du prolétariat placé face à des conditions différentes dans les pays vainqueurs et les pays vaincus, ne sont plus aujourd'hui les mêmes : le prochain mouvement révolutionnaire ne surgira pas contre les effets de la guerre mais contre ceux de la crise économique mondiale qui, de manière plus lente mais plus profonde que la guerre, tend à unifier la situation de la classe ouvrière à l'échelle internationale. Cette leçon, pourtant essentielle pour permettre à un groupe révolutionnaire d'être en prise avec la situation actuelle, était absente d'un exposé qui tendait à se cantonner dans le domaine des généralités, n'avait pas cette préoccupation.

...A LA DENATURATION DU ROLE DU PARTI

Par contre, tout en reconnaissant formellement la valeur du rôle joué par le Parti bolchevik, la présentation fut davantage préoccupée de s'apesantir sur les difficultés, les erreurs du parti bolchevik dans son intervention dans les mois qui ont précédé l'insurrection, renvoyant ainsi en fin de compte une image négative de son rôle. Sans nier les difficultés que durant cette période les bolcheviks avaient pu connaître pour s'orienter à chaque étape du mouvement - difficultés "normales" pour la plupart d'entre elles dans une période pré-révolutionnaire en évolution rapide - il est tout à fait significatif que la FECCI critique des mots d'ordre d'un parti qui, lui, ne se cantonnait pas dans les généralités, mais tentait

d'ajuster au mieux son intervention, au sein du mouvement, parfois au jour le jour, dans la perspective de l'insurrection, alors que tout faux pas pouvait être exploité de manière décisive par l'adversaire. 70 ans après Octobre 17, la FECCI non seulement ne comprend pas le rôle d'un parti révolutionnaire, ni n'a compris l'enjeu d'événements importants avant la révolution, telles que les journées insurrectionnelles des 3 et 4 juillet à Pétrograd :

- dans les journées qui précèdent celles-ci, l'effervescence se développe dans la classe ouvrière à Pétrograd et au sein des régiments stationnés dans cette ville et à Kronstadt. Des grèves éclatent, en particulier à l'usine Poutilov, que les bolcheviks s'emploient à empêcher car la "stérilité de ces explosions partielles n'était que trop claire pour le parti" (2) : "l'affaire des travailleurs de Poutilov étant la cause de tout le prolétariat de Pétrograd", ceux-ci furent invités à "contenir leur légitime indignation" (3). A cela que trouve à opposer la FECCI? le rôle du parti n'est pas d'empêcher les grèves!

- les bolcheviks ne parviennent pas à freiner le développement de l'effervescence à Pétrograd qui voit le 3 juillet plusieurs centaines de milliers d'ouvriers et soldats de Pétrograd et de Kronstadt descendre en armes dans la rue avec en vue le renversement du gouvernement provisoire. Afin d'éviter une insurrection qu'ils savent prématurée, car condamnée à rester isolée et à succomber sous les coups des troupes encore nombreuses restées fidèles au gouvernement provisoire, les bolcheviks, en l'espace de 24 heures, tentent dans un premier temps d'empêcher qu'aient lieu les manifestations, puis dans un deuxième temps, devant l'impossibilité de rallier les masses exaspérées à une telle directive, se résolvent à la proposition pour le lendemain 4 juillet d'une manifestation sans objectif subversif, pour enfin se porter aux premiers rangs de son organisation, et des affrontements qui malgré tout auront lieu et laisseront de nombreux morts et blessés dans les rangs des ouvriers et des soldats. Ils parviennent ainsi par leur action à ce que le pire soit évité, la prise du pouvoir à Pétrograd, alors que dès le 5 juillet, les troupes fidèles au gouvernement affluaient dans cette ville. De cela que retient la FECCI? : la désorientation du parti bolchevik.

Alors qu'une leçon de la révolution d'Octobre est le caractère indispensable (et pas seulement essentiel) comme cela s'est retrouvé dit dans la présentation et dans un article du numéro 8 de "Perspective Internationaliste" du parti révolutionnaire pour la victoire de la révolution, tant en ce qui concerne les orientations politiques générales qu'il doit être capable de donner, que les propositions concrètes et réalisables de marche pour le mouvement qu'il doit être capable d'avancer, la FECCI en réduisant son rôle à celui de simple propagandiste pour le but final, évacue un enseignement essentiel de la seule expérience pour la classe ouvrière d'une insurrection victorieuse.

L'ENLISEMENT DANS LE CONSEILLISME

Derrière l'absence de préoccupation à actualiser pour la période actuelle certaines leçons d'Octobre concernant les conditions de la première vague révolutionnaire, derrière l'incapacité à restituer à son juste niveau la contribution du parti bolchevik au mouvement, il y a chez cette organisation une vision conseilliste du rôle de l'organisation s'exprimant par une sous-estimation de l'importance de celui-ci; sous-estimation qui se retrouve également, à la fois dans sa façon de concevoir et réaliser l'intervention aujourd'hui, et dans son comportement vis-à-vis de l'organisation révolutionnaire :

- "...il ne nous appartient pas, et les organisations révolutionnaires n'en ont pas les moyens, de

donner des orientations à chaque étape du mouvement" nous répondit un membre de la FECCI durant la réunion. Cela ne pourrait être plus clair. La FECCI en arrive aujourd'hui à justifier d'un point de vue théorique et pratique ce qui s'exprimait chez ses membres alors qu'ils étaient encore dans le CCI, par des réticences pour assumer une intervention partie prenante des luttes de la classe ouvrière. Une telle carence n'a pas pour simple conséquence de tendre à la placer "au-dessus de la mêlée", en position de "juge-arbitre" de la lutte de classe, mais l'expose à de graves erreurs dans son intervention dans la mesure où, n'étant pas réellement partie prenante des événements, elle ne peut avoir la préoccupation ni la volonté militante de s'attacher à déterminer chaque étape de leur évolution, alors que l'exige le niveau de confrontation entre les classes. C'est ainsi que l'hiver dernier, apportant involontairement sa petite caution aux manœuvres syndicales, elle est intervenue dans la grève des cheminots en France, avec un axe juste pour toute une période, celui de la nécessité de l'extension des luttes, mais à la fin de la grève, au moment précis où la CGT reprenait à son compte ce mot d'ordre pour étendre à d'autres secteurs la défaite des cheminots.

- Lorsque ces camarades étaient encore dans le CCI, au cours de débats qui devaient amener l'organisation contre le danger du conseillisme qui menace toutes les organisations du milieu révolutionnaire, nous soulignons la nature conseilliste des divergences qu'ils exprimaient entre autres sur ce point, et les mettions en garde contre l'aboutissement de leur démarche organisationnelle, elle aussi marquée par une vision conseilliste de l'organisation et de son rôle. Depuis lors, ils ont quitté le CCI pour former la FECCI, sur la base de divergences qui ne justifiaient pas une séparation organisationnelle, exprimant ainsi au plus haut niveau leur irresponsabilité :

- par rapport à l'organisation des révolutionnaires en la quittant avec légèreté ;

- par rapport au milieu révolutionnaire actuel en participant à accentuer sa dispersion ;

- par rapport à la classe en rendant à celle-ci plus difficile la tâche de s'orienter face aux organisations révolutionnaires dont deux partagent à présent les mêmes positions programmatiques.

Ils ont ensuite renforcé la confusion ainsi créée en camouflant leur départ derrière une soi-disant exclusion du CCI, pour après, de manière contradictoire avec cette première échappatoire, tenter de justifier politiquement leur existence organisationnelle séparée du CCI (4).

Se réclamant des positions programmatiques du CCI, l'originalité de la FECCI consiste à émusser le tranchant et dénaturer tout ce qui fait la force pratique de telles positions, comme on vient de le voir en particulier sur la question du parti.

La FECCI, en tant que telle, n'a d'autre alternative que de cultiver toujours davantage cette originalité et de se perdre ainsi dans le marais conseilliste et académiste. Pour ceux de ses membres sincèrement motivés par le combat de la classe ouvrière, et surtout pour la classe ouvrière, le plus tôt la FECCI disparaîtra, le mieux ce sera.

M.

NOTES-----

(1) Fraction Externe du Courant Communiste International.

(2) Dans "Histoire de la révolution russe" de Trotsky, tome 2.

(3) Déclaration d'une réunion, dirigée par les bolcheviks, des représentants des principales organisations ouvrières et de soixante dix usines. Cité dans "Histoire de la révolution russe".

(4) Voir l'article "pourquoi la fraction" dans le n°3 de "Perspective Internationaliste".

PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F PAR AVION : 150 F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE
INTERNATIONALE :
FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F PAR AVION : 80 F
ABONNEMENT COUPLE (JOURNAL + REVUE) :
FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F PAR AVION : 150 F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal

R.I., CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110 F ; à 5 : 160 F.
- Revue internationale : abonnement à 2 : 70 F ; à 3 : 100 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
10 F + 3 F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE : 10 F + 3 F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
10 F + 3 F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
10 F + 3 F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20 F + 6 F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30 F + 12 F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
12 F + 3 F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, Cité Beauharnais, 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

IL N'Y A PAS D'ISSUE POUR LE CAPITALISME EN CRISE

■ Dans la Revue Internationale n°47 nous écrivions: "Confrontés à la tâche quasi-impossible de réaliser de véritables investissements productifs, les capitaux se réfugient dans des manœuvres spéculatives. Les capitaux affluent entre autres aux bourses et les actions montent à une vitesse foudroyante, sans que pour autant les entreprises se préparent significativement à investir ou à produire plus... (et nous ajoutions) La spéculation en de telles proportions est toujours un signe majeur de crise: elle traduit l'impuissance de la machine productive et le déclin du capital réel au profit de ce que Marx appelait le capital fictif. Pour l'avenir c'est l'accumulation d'une bombe financière, car les profits ainsi obtenus sont tout aussi fictifs..."

Un an à peine après que nous ayons écrit cela, la bombe a éclaté et le vernis de la spéculation s'effondre, laissant apparaître au grand jour le cancer qui mine toujours plus profondément l'économie réelle à savoir l'absence de débouchés productifs, de marchés solvables.

Avec le krach se dégonfle la baudruche de la "révolution libérale" et son corollaire, le monétarisme. Battue déjà profondément en brèche depuis la fin de la mini-reprise US en 84-85, démentie tous les jours par les faits (l'essentiel de la relance américaine de 83-84 reposant sur les commandes d'armement), elle connaît aujourd'hui une banqueroute totale. Ainsi les difficultés de concertation entre USA, RFA et Japon expriment fondamentalement l'impasse devant laquelle est la bourgeoisie. Les USA essaient de limiter la casse, car la récession aux USA, c'est la récession mondiale assurée. La baisse du dollar et les pressions américaines pour que le Japon et la RFA "relancent", expriment cette nécessité de limiter la casse, cherchant à faire en sorte que ces deux pays soutiennent l'économie mondiale en ouvrant leurs marchés. Quant à eux, l'Europe et le Japon ne peuvent, sans risquer de s'effondrer immédiatement, supporter un déficit même nettement moindre que celui des USA. L'Europe et le Japon savent qu'ils vont payer très cher et essaient eux aussi de limiter les dégâts.

Cela ne peut provoquer que :

- d'une part une guerre commerciale accrue où l'Europe, et en particulier la RFA, payera le prix fort, sans pour autant éviter une récession importante aux USA et sans pouvoir réduire de façon importante le déficit US ;

- d'autre part une fuite en avant via un nouveau bond de l'endettement, via une baisse des taux d'escompte, préparant un retour en force de l'inflation dans le cadre d'une fragilisation monétaire et financière croissante.

Aussi la bourgeoisie ne peut plus éviter la récession brutale à venir, qui va être la plus profonde jamais connue par le capital. Elle peut seulement freiner cette plongée en tentant de maintenir la production, en gonflant les crédits, bref en faisant marcher la planche à billets.

L'économie capitaliste mondiale se trouve face à un dilemme insurmontable : réduire réellement le poids de l'endettement, c'est laisser s'effondrer totalement le système ; car si l'on coupe totalement le robinet du crédit, en quelques mois, les plus grandes entreprises ferment leurs portes et les plus grands Etats (dont les USA) sont déclarés en banqueroute. Laisser ouvertes les vannes du crédit, même à demi, c'est réouvrir grand la porte à l'inflation et risquer l'explosion d'un système financier et monétaire mondial déjà profondément lésé.

Les USA ne peuvent échapper à la plongée dans la récession, et avec elle, le "libéralisme" à la Reagan rejoint pour toujours les poubelles de l'histoire sous le choc d'un bond en avant du chômage qui, cette fois, va toucher de plein fouet la classe ouvrière (dans l'automobile notamment, où tous les grands constructeurs prévoient déjà pour 88 une chute d'au moins 10% de leurs ventes). Le Japon lui non plus ne va pas être épargné. Déjà les mesures protectionnistes US touchent durement certains secteurs comme la sidérurgie, les mines et même l'électronique grand

public. La chute du dollar en dessous de 130 yens, alors que nombre de patrons nippons prévoient qu'au delà de 160 yens, cela deviendrait très dur pour une série d'exportations japonaises, va balayer le mythe du "miracle" japonais.

LES PAYS SOUS-DEVELOPPES EN CESSATION DE PAIEMENT

Si les pays de l'Est vont eux aussi subir très durement les conséquences de la crise, il est une zone qui abrite les 2/3 de l'humanité, qui plus que toute autre va littéralement étouffer sous le poids de cette accélération sans précédent de l'effondrement capitaliste : c'est le tiers-monde. Symbole caricatural et tragique de l'incapacité du capitalisme à élargir et à développer réellement son mode de production depuis plus de 60 années, ces pays vont se trouver de plus en plus démunis, totalement désarmés face aux terribles morsures de la crise économique, et vont connaître plus que jamais la généralisation de la misère et de la barbarie. Les différents sommets d'Acapulco, d'Addis-Abeba, en passant par le tout récent sommet d'Antibes, au-delà de l'indicible cynisme des dirigeants de ces pays d'Afrique ou d'Amérique Latine sur les "souffrances de peuples opprimés", expriment une réalité effrayante dans sa redoutable simplicité. Le Moloch du crédit prend ici toute sa sinistre signification : tous ces pays se sont endettés jusqu'au cou avec l'aval des pays capitalistes développés, qui durant toutes les années 70 y ont trouvé un "remède" à la saturation croissante des marchés mondiaux.

Désormais, non seulement le robinet du crédit tend à se refermer quasi-complètement (presque pas de prêts en 86), mais encore il faut rembourser la dette. Pour ce faire, les bourgeoisies locales ont augmenté considérablement la production de matières premières, et ce alors même que la crise au cœur du capitalisme rendait celles-ci, du bois au cacao en passant par le pétrole -la chute actuelle de son prix à la production en est une parfaite illustration-, de plus en plus excédentaires, ce qui a provoqué une baisse généralisée, sans précédent depuis les années 30, du prix de toutes les matières premières. Ainsi, en 85 et 86, l'Amérique Latine, l'Afrique et le Proche-Orient ont vu la valeur de leurs exportations baisser de 12 à 15% en dollars ("Le Monde diplomatique", décembre 87). Résultat : au moment même où se ferme le robinet du crédit, où les créanciers, parfois lourdement engagés comme une série de grandes banques US, se font de plus en plus pressants, il y a de moins en moins d'argent, non seulement pour rembourser la dette mais pour maintenir les derniers lambeaux d'une économie qui condamne déjà à la famine près d'un tiers de la population de ces pays. La situation est telle que la plupart d'entre eux, pris à la gorge, refusent de payer aujourd'hui leur dette, même ré-échelonnée, et que les banques créditrices se proposent à présent de racheter la dette... en achetant carrément les entreprises d'Etat, seul moyen pour elles de récupérer un minimum de leur investissement. Mais l'affaire ne sera pas lucrative : cela revient au rachat de toute une série d'entreprises en faillite pure et simple !

L'EUROPE AU CENTRE DE LA RECESSION

Mais c'est incontestablement l'Europe qui va se trouver en première ligne. A travers un seul exemple, on peut mesurer toute la gravité des implications de la récession pour cette région centrale du monde. Cœur et poumon économique de l'Europe, la RFA est touchée de plein fouet par la récession en train de se développer. Malgré sa puissance relative, celle-ci n'échappe pas aux faiblesses de l'Europe et, comme le reste du vieux continent, elle va, face au protectionnisme US et à la récession outre-Atlantique, être confrontée à une difficulté beaucoup plus grande pour

exporter aux USA ; ce alors même que la baisse du dollar va rendre plus compétitives les marchandises US, et qu'elle n'a pas les mêmes moyens que les USA pour imposer une relative protection de son marché intérieur. Et lorsque l'on sait que 30% du PNB de la RFA est dû aux exportations, que 300.000 ouvriers, dans la seule région du Bade-Würtemberg travaillent pour le seul marché US, qu'un milliard de mark d'exportations en moins, ce sont 20.000 emplois perdus, on mesure l'ampleur du choc à venir. Et ce d'autant que d'ores et déjà le cœur de l'Allemagne industrielle subit durement les coups de la crise (cf. article p.5). Alors que le chômage touche déjà plus de 2 millions de prolétaires en RFA, l'année à venir va voir grossir encore le nombre des ouvriers jetés à la rue.

Ce tournant dans la crise marque un pas en avant déterminant dans l'effondrement du système capitaliste ; la généralisation de la misère, de la barbarie qu'il va entraîner ne peut que renforcer la détermination à se battre des prolétaires, et au premier rang d'entre eux les prolétaires d'Europe de l'Ouest, cœur du capitalisme mondial, afin de renverser ce monstre agonisant qu'est devenu le mode de production capitaliste.

14.12.87
RN

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE n° 52

- . Crise économique, guerre et révolution
- . Krach : quand il faut payer le solde
- . Guerre; militarisme et blocs impérialistes
- . Polémique : Où va le F.O.R.?
- . Débat international (Mexique) :
- . Crise et décadence du capitalisme.
- . La Gauche Hollandaise en 1919-1920 :
- 2- La 3ème Internationale.



APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

Pour une souscription minimum de 50f (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 10 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

Toulouse (RP de novembre 87) :
Br : 100f ; Ra : 150f ; Psc1 : 100f ; JL,Frce : 200f
Tours (permanence du 14.11.87) :
Mallers : 50f ; PB : 13f ; Ppé : 5f ; PhB : 26f
TOTAL : 644f
TOTAL GENERAL : 12 793,50f

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.